



## Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

### République Démocratique du Congo (RDC)

#### RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE JUILLET 2017 – FEVRIER 2020


<b>Titre du Programme:</b> Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani - Construisons ensemble pour la Paix !	<b>Numéro du Programme</b> ( <i>le cas échéant</i> ) <b>Numéro de référence du projet au MPTF :</b>
<b>Entités participantes de l'ONU :</b> Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:	<b>Partenaires d'exécution :</b> Gouvernement: STAREC MONUSCO : SSU/UAS ONG Nationales: ADEPAE, SVH, RIO, IFDP, UGEAFI, APDIK, GROUPE MILIMA, CARITAS UVIRA, SOFAD Entreprises privées : n/a
<b>Budget total du Programme (en USD):</b> 7,000,000 USD  Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: 7,000,000,000 USD Contributions propres: Autres Contributions:	<b>Durée du Programme :</b>  Durée totale : 32 mois Date de démarrage: 01/07/2017 Date de fin prévue à l'origine: 30/06/2019 Date de fin actuelle : 29/02/2020
<b>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</b>  Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non    Date: x Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non    Date:	<b>Rapport soumis par :</b>  Nom: Lucy Williams Titre: Directrice des Programmes ad l'Intérim Organisation participante (principale): International Alert E-mail: lwilliams@international-alert.org  Nom: Christine Buesser Titre: Directrice des Pays Organisation participante : International Alert E-mail: cbuesser@international-alert.org

## TABLE DE MATIERES

<b>PARTIE 1 – LES PROGRES</b>	<b>3</b>
Objectif Spécifique 1	3
Objectif Spécifique 2	10
Objectif Spécifique 3	16
Objectif Spécifique 4	19
Objectif Spécifique 5	30
Objectif Spécifique 6	Error! Bookmark not defined.
Objectif Spécifique 7	Error! Bookmark not defined.
<b>PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT</b>	<b>35</b>
<b>PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION</b>	<b>37</b>
<b>PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXES – CADRE LOGIQUE</b>	<b>41</b>

## PARTIE 1 – LES PROGRES

### Objectif Spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre

<b>Résultat 1.1 – Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles.</b>	<b>Etat</b>
	

Deux plans d'action<sup>1</sup> conjoints inclusifs sur le renforcement de la sécurité et la gouvernance dans les hauts plateaux ont été élaborés et approuvés<sup>2</sup> par les communautés ciblées<sup>3</sup>, et mis en place par le comité de suivi du dialogue<sup>4</sup>. Plus de 160 personnes ont été impliquées dans ce processus y compris des autorités traditionnelles, la société civile, des autorités territoriales, provinciales et nationales ainsi qu'un représentant de la Présidence. Des ateliers additionnels ont été organisés entre juillet et décembre 2019 pour les jeunes de Bijombo et les femmes leaders à travers lesquels ils avaient identifié des actions concrètes qui peuvent faciliter une opérationnalisation sensible au genre et aux besoins des jeunes. Il s'agit de la question sur la dualité du pouvoir, les problèmes ayant trait au DDR<sup>5</sup> et le plaidoyer qui doivent faire l'objet d'une attention spéciale pour rendre davantage pertinente les interventions du pilier I.

Basé sur l'un des points clés dans le plan autour le partage du pouvoir, le Mwami des Banyindu – accompagné par le Comité de Suivi – a effectué une mission à Uvira pour rencontrer les autorités territoriales et le Mwami de Bavira ; il a été accordé que les Banyindu vont accompagner le Mwami de Bavira dans la nomination du nouveau chef de groupement en se référant à la loi coutumière, que la gestion du groupement sera collégiale et que les deux communautés acceptent de sensibiliser les groupes armés de leurs obédiences. Le plan a été adopté par le gouvernement provincial, représenté par le Vice-Gouverneur, dans un atelier de restitution à Bukavu le 2 Octobre 2019, et au niveau national, par le Comité de Suivi du STAREC<sup>6</sup> le 28 Novembre 2019. Le Ministre de la Défense a confirmé que certaines recommandations ont été déjà mises en œuvre, notamment le remplacement de certains officiers par les non originaires.

#### Produit 1.1.1 – Le processus de dialogue est inclusif et participatif.

Le processus de dialogue était inclusif et participatif. Les participants aux différentes étapes du dialogue étaient identifiés par les communautés de Bijombo à travers une RAP des acteurs du conflit conduit en 2018. Ces mêmes communautés ont participé dans les mini-dialogues intra-communautaires au début de 2019, dans lesquels ils ont choisi leurs représentants respectifs dans le dialogue intercommunautaire. Cependant, c'était difficile à gérer les dynamiques de pouvoir entre les représentations communautaires en provenance de Kinshasa et les autres représentations et certaines communautés ont été mises sous pression pour changer les cahiers des charges. Deuxièmement, ces communautés sont très conservatrices et n'ont pas la confiance de nommer des femmes ou des jeunes pour les représenter. Quand le consortium a essayé de les encourager de le faire, les communautés ont rapproché le projet d'avoir essayé « d'imposer » des représentations. Le consortium a essayé d'adresser cela après le dialogue en organisant des activités spécifiquement pour les jeunes et les femmes en ajoutant des sous-demandes plus sensibles à leurs besoins. Aussi, pendant l'élection des membres du comité de suivi et le Groupe de Plaidoyer pour la Paix du Sud Kivu (GPPSSK), le consortium a insisté sur la représentation des femmes.

<sup>1</sup> 1) Plan d'action du dialogue intercommunautaire à Uvira, juin 2019 ; 2) Plan Opérationnel des femmes de mise en œuvre du plan d'action issu du dialogue intercommunautaire tenu du 25 au 28 juin 2019 à Uvira sur l'insécurité dans les moyes et hauts plateaux de territoires de Fizi, Mwenga (Itombwe) et Uvira

<sup>2</sup> Indicateur 1.1.b % des acteurs aux conflits qui participent activement dans le processus de la RAP

<sup>3</sup> Les Babembe, les Banyamulenge, les Bafuliru, les Bavira et les Banyindu, identifié à travers une recherche

<sup>4</sup> Indicateur 1.1.1\_i Nombre de plans d'action conjoints "inclusifs" et "sensibles au genre" approuvés (ventilé par sous-zone prioritaire)

<sup>5</sup> DDR – Désarmement, Démobilisation et Réintégration

<sup>6</sup> Programme National de Stabilisation et de Reconstruction

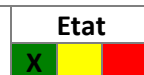
### Produit 1.1.2 Les communautés cibles ont des connaissances accrues sur le dialogue démocratique

Selon l'étude de base, seulement 5% des répondants connaissaient le contenu des plans des anciens processus de dialogue. Selon l'évaluation finale, 46% des gens ont dit qu'ils connaissent le contenu des plans d'actions du processus Tujenge<sup>7</sup> qui ont été signés dans leurs communautés respectives. 60% personnes interviewés ont dit qu'ils ont été impliqués dans le processus RAP (recherche action participative)<sup>8</sup>. Deux RAPs ont été effectués au cours du projet, une qui a illuminé des dynamiques oubliées et leçons apprises des anciens processus de dialogue dans la zone, et une deuxième sur les dynamiques de Bijombo qui a motivé la recrudescence de conflit entre avril – août 2018. Les chiffres pour le première RAP se trouve ci-dessous :

Zone	Nombre de personnes
Bijombo	164 personnes
Plaine de la Ruzizi	140 personnes
Acteurs clés à Uvira	18 personnes
Chefferie de Bavira	124 personnes
<b>TOTAL</b>	<b>446 personnes</b>

Le deuxième RAP a impliqué des membres des 6 groupes armés<sup>9</sup> locaux et 100 victimes et témoins<sup>10</sup>, dont 34% étaient Bafuliiru, 19% étaient Banyindu, 16% étaient Babembe, 15% étaient Bavira, 13% étaient Banyamulenge, 3% étaient Bashi, et 1% étaient Bambuti. Au total, 37% des répondants étaient des femmes et 63 % étaient des hommes.

**Résultat 1.2 – Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis**



26 structures de résolution de conflits au niveau communautaire sont opérationnelles et couvrent toute la zone du projet<sup>11</sup> :

Nom de structure	Nombre	Location
Cadre de concertation intercommunautaire (CCI)	6	Kamanyola, Kakamba, Kabunambo, Luberizi, Uvira et Bijombo
Noyaux de cohésion Intercommunautaire (NCI)	5	Lemera, Bijojo, Nyamutiri, Kigoma et Mulenge
Structures locales de paix avec différentes dénominations	15	Groupement de Basimunyaka : Makutano, Rinsansi, Kukwe, Kabandja, Tabunde, et Kipombi  Groupement Basimukindje : Kipupu, Tulambo, Tuwe-Tuwe, Kalingi, Ilundu, Kitavi, Rugabano et 2 structures à Mikenge
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	

<sup>7</sup> Indicateur 1.1.2.b % de membres de communautés qui disent connaître le contenu de contrats sociaux signés dans leurs communautés respectives

<sup>8</sup> Indicateur 1.1.2.a % de membres de communautés cibles qui disent être impliqués dans le processus de recherche action participative

<sup>9</sup> Nyamusaraban, Byamungu, Kagigi, Rushamba, Kurubamba et Mushombe

<sup>10</sup> Parmi lesquels des agriculteurs, des éleveurs, des autorités locales (chefs de villages, chef de groupement), des leaders des communautés ethniques, des chefs religieux, des animateurs des organisations de la société civile

<sup>11</sup> Indicateur 1.2.1\_i Nombre de mécanismes de supervision/plateformes de dialogue "opérationnels" dans les zones prioritaires (# de structures communautaires mises en place ou redynamisées) ; **dont 9 redynamisées et 17 nouvellement mises en place**

747 conflits ont été identifiés en total, dont 444 conflits ont été résolus par des structures communautaires de paix entre décembre 2017 et février 2020<sup>12</sup>. Selon l'évaluation finale, 40% des conflits sont identifiés et résolus par les structures communautaires de paix, comparé avec 0 qui ont été rapporté par l'étude de bas. Il y avait une augmentation des personnes qui font recours aux structures pour résoudre leurs différends de 43% au début du projet à 55% à la fin<sup>13</sup>. Le fait que ce chiffre n'a pas beaucoup augmenté est probablement à cause du fait que les évaluateurs ont connu des difficultés pour accéder les bénéficiaires du projet dans les moyens et hauts plateaux étaient dans un état difficile avec une augmentation des actes de violence quand les données d'évaluation ont été collecté ; il y a une forte probabilité que ça a impacté leur jugement de la situation.

<b>Tableau 3 - Conflits identifiés, résolu, référés et en cours pendant toute la période du projet</b>				
Zone	#des conflits identifiés	# des conflits résolu	Référés aux services compétents	En cours
<b>Total</b>	<b>747</b>	<b>444</b>	<b>154</b>	<b>149</b>

La plus grande partie des conflits identifiés étaient les conflits agri éleveurs et conflits foncières, suivi par les conflits d'intérêts économiques et les conflits sociaux. Les autres types de conflit rapporté ont compris des conflits inter et intracommunautaires et les conflits liés à l'héritage.

**Produit 1.2.1 – Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue comme méthodologie de résolution pacifique des différends**

Tout au long du projet, 1,385 personnes étaient membres des plateformes de dialogue parmi lesquelles 44% des femmes. Au total, 622 membres des structures de paix et structures étatiques (dont 138 hommes et 57 femmes) ont été formés sur la résolution de conflits au cours du projet<sup>14</sup>. C'était difficile d'identifier des femmes parmi les structures étatiques dans les zones cibles, où la plupart des positions sont occupées par des hommes. Au total, 72<sup>15</sup> émissions radios ont été produites et 408<sup>16</sup> ont été diffusées sur la résolution pacifique des conflits<sup>17</sup>. Selon l'évaluation final 55% des répondants ont confirmé que les émissions de radio ont un impact positif sur les relations inter communautaires et ont donné un exemple, comparé à 0 au début du projet<sup>18</sup>.

<b>Résultat 1.3 – Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation</b>	<b>Etat</b> 
--	-----------------

Le dialogue intercommunautaire de juin 2019, a provoqué un changement dans les positions de certains leaders au niveau communautaire et chefferie (voir l'exemple de Mwami de Banyindu et Bavira mentionné sous R1.1) et a rassemblé les acteurs de positions politiques différentes au niveau provincial et national autour la question du gouvernance et sécurité dans les hauts plateaux. Son Excellence le Gouverneur du Sud Kivu et les membres de l'Assemblée Provinciale ont approprié le plan issu du dialogue et le Comité de Suivi provincial du plan d'action, à travers lesquels ils ont demandé que toutes les interventions dans la zone doit

<sup>12</sup> Indicateur 1.2.b # de conflits identifiés et résolus par les structures communautaires de paix ; **il faut noter que le projet a dépassé la cible parce qu'il prend en compte des conflits locaux ; parmi des « grands » conflits, on a décidé de focaliser seulement sur le cas de Bijombo**

<sup>13</sup> Indicateur 1.2.c % de membres des communautés cibles qui disent recourir aux structures locales de paix pour résoudre leurs différends

<sup>14</sup> Indicateur 1.2.1.a # des membres des structures de paix, des structures étatiques formés sur les thématiques clés de la résolution de conflit.

<sup>15</sup> De ces 72 émissions, 40 étaient produites au cours de la période de juillet à décembre 2018

<sup>16</sup> De ces 72 émissions, 40 étaient produites au cours de la période de juillet à décembre 2018

<sup>17</sup> Indicateur 1.2.1.c # d'émissions radios produites et diffusées sur la résolution pacifique des conflits

<sup>18</sup> Indicateur 1.2.1.d % des membres des communautés ciblées qui rapportent que les émissions du radio ont un impact positif sur les relations inter communautaires et peuvent donner un exemple

être canalisé. Le gouvernement provincial et la MONUSCO ont confirmé leur engagement pour le plan d'action à travers une séance de restitution à Bukavu en septembre 2019. En octobre 2019, le Gouverneur a appelé le Comité de Suivi à une audience spéciale pour présenter leurs recommandations pour répondre à la crise. Pendant cette réunion il a affirmé que tous les efforts dans la zone doivent être canalisés autour du plan d'action et tous les intervenants dans la zone doivent être en contact avec le Comité de Suivi pour assurer que leurs actions contribuent à la réalisation du plan d'action. En octobre, le Président du Comité de Suivi, le Gouverneur du Province du Sud Kivu et le Chef du Bureau MONUSCO a effectué une mission conjointe dans les hauts plateaux pour comprendre les causes du conflit et entendre les voix des communautés par rapport aux solutions possibles.

L'engagement ne s'est pas arrêté au niveau provincial. Le consortium sous le lead du STAREC Provincial s'est rendu à Kinshasa avant le dialogue d'Uvira pour informer les autorités du processus du dialogue et essayer de les convaincre de s'impliquer. Ainsi, différentes rencontres avec les grandes personnalités au niveau national qui se sont ensuite appropriées le processus notamment les ministères du plan, de l'intérieur, MNS, de la défense, de la décentralisation, au niveau de la présidence de la RDC (le Directeur de cabinet du président de la RDC, du conseiller principal en charge de la question sociale...) et le chef d'Etat major. Après la tenue du dialogue, sous le lead du Ministre provincial du plan, une séance de restitution a été faite auprès des membres des communautés délocalisées de Kinshasa et auprès des acteurs influents dont les ministres du plan, de l'intérieur, le MNS,...

Signalons que l'engagement au niveau provincial et national était possible grâce aux efforts du Ministre du Plan Provincial, qui a participé dans le dialogue après sa nomination au poste en juin 2019. Depuis le dialogue, il a accompagné le projet et de débloquent les obstacles politiques, d'assurer que le plan a de la visibilité au niveau politique provincial et qui a aussi accompagné le projet dans une mission de restitution à Kinshasa où il a organisé plusieurs réunions avec des acteurs clés directement concernés par la situation dans les hauts plateaux. Lors de la restitution du plan d'action, le Ministre National du Plan avait estimé que le dossier était si important qu'elle a appelé à une réunion du Comité de Suivi sur la situation sécuritaire du Sud-Kivu dans les hauts plateaux avec le Premier Vice-Ministre, le Ministre de l'Intérieur, prenant le lead sur le pilier de sécurité en invitant le Ministre de la Défense, un échantillon des députés nationaux de Sud Kivu, le MNS, la Présidence, les FARDC, SSU et STAREC, la MONUSCO, et les bailleurs des fonds de cohérence pour la stabilisation. A travers cette réunion, le plan d'action était formellement adopté par le Comité de Suivi et leur engagement de mettre en œuvre le plan a été confirmé.

### **Produit 1.3.1 – Sensibilités accrues des acteurs clés (niveau communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation<sup>19</sup>**

48.8% des répondants de l'évaluation finale en provenance de Bijombo (le focus du grand dialogue intercommunautaire) des groupes ethniques différents ont confirmé qu'ils ont participé activement dans le processus de dialogue<sup>20</sup>. Parmi les 160 participants du dialogue, il y avait des représentants de 5 communautés clés qui habitent à Bijombo - le Bavira, le Bafuliru, le Banyamulenge, le Babembe et le Banyindu (2 représentants Bambuti ont aussi participé). Chaque communauté a envoyé une délégation de 10 personnes dont 9 provenaient de Bukavu, Uvira et des hauts plateaux et un délégué de chaque communauté en provenance de Kinshasa. Des représentants des autorités politiques et coutumières de Bijombo, au niveau territorial, au niveau provincial et au niveau national ont aussi pris part à l'activité. Des restitutions ont été organisées au niveau territorial (à Uvira en août 2019), au niveau provincial (à Bukavu en septembre 2019) et au niveau national (à Kinshasa en octobre 2019). Plusieurs réunions de restitutions ont été organisées par les structures communautaires entre juillet et septembre 2019 dans les zones du projet ; seulement quelques réunions ont été impactées par le renouvellement de conflit dans la zone et ont été tenues en dehors de la zone (par exemple à Uvira).

---

<sup>19</sup> Indicateur 1.3.1.b # de forums provinciaux, nationaux et régionaux organisés pour identifier et sensibiliser les acteurs aux conflits : une réunion était faite à Uvira à travers laquelle on a identifié certains entrepreneurs de conflit importants avec des liens au conflit à Bijombo. Malgré nous n'avons pas fait les mêmes forums, le projet a élaboré une bonne base à travers ce forum d'Uvira et les dialogues intracommunautaires des acteurs clés de. Donc, cette activité était coupée et le budget était réalloué pour augmenter les activités de restitution du dialogue.

<sup>20</sup> Indicateur 1.3.1.a % des acteurs aux conflits issus des groupes ethniques différents qui participent activement au processus de dialogue communautaire.

### **Défis et mesures de mitigation**

Le renouvellement du conflit dans la zone en septembre 2019 a créé un environnement très difficile pour l'engagement intercommunautaire. Le processus de dialogue a été caractérisé par les violents conflits entre les groupes armés locaux. Cette situation a amené la communauté Banyamulenge présent dans le dialogue de quitter la table des négociations pendant une journée et ont ensuite elle est revenue à la table après plusieurs négociations faites par le consortium et l'implication du gouverneur et le commandant des FARDC qui ont pris des engagements préventifs de la situation. Le projet a appuyé les structures de suivi du plan d'action mise en place après le dialogue de diffuser des messages de paix et d'approcher des leaders des groupes armés pour négocier l'accès humanitaire. Une mission de plaidoyer a été menée à Kinshasa avec le comité de suivi sous le lead du Ministre Provincial du Plan, pour tirer l'attention des politiciens à la crise et mobiliser les représentants des communautés autour le dialogue. Cependant, la division profonde entre les Babembe et Banyamulenge, et la manipulation politique, ont fait que le consortium n'est pas arrivé à mener les leaders de ces deux communautés de participer formellement dans les réunions de GPPSSK<sup>21</sup>. Le consortium est resté en contact permanente avec les leaders de ces deux communautés et a tenu beaucoup des réunions séparées, ce qui a amené certaines personnes de se représenter à titre individuel aux assises tenues à Kinshasa.

### **Coordination**

Il y avait une forte collaboration et coordination entre les partenaires d'objectif 1 (RIO, SVH et ADEPAE), encadré dans une équipe pédagogique qui a tenu des réunions régulières avant, pendant et après le dialogue. La stratégie de dialogue a été élaborée ensemble selon les expertises et points d'entrées différents des partenaires. Chaque partenaire a accompagné une communauté dans les mini-dialogues pour la préparation de leurs cahiers des charges. Pendant le dialogue, ils ont eu des réunions stratégiques en bilatérale avec les facilitateurs communautaires pour surmonter des blocages, en trouvant un consensus autour de langage ou un compromis autour certaines demandes. La même équipe pédagogique est parti ensemble à Bukavu et à Kinshasa pour faire un plaidoyer ensemble pour la mise en opération du plan d'action. Les autres agences ont participé dans les activités clés et l'élaboration des stratégies du projet – notamment le dialogue intercommunautaire – qui a facilité une harmonisation des approches. Par exemple le dialogue entre des groupes armés organisé par la Commission Interprovincial sur le DDR-C avec un appui de Search for Common Ground, ILC/ Michel Kassa et un partenaire local cadre clairement avec les demandes dans le plan d'action pour un deuxième processus du dialogue spécifiquement avec les groupes armés.

Le projet a investi dans les rapports étroits avec les autorités provinciales, territoriales et communales à travers des réunions régulières ainsi qu'à travers des descentes et des évaluations au terrain avec les services techniques de l'état (STAREC, l'Administrateur de Territoire, le Ministère du Plan). Cela a créé une meilleure compréhension et appropriation du projet de la part des autorités et de la population bénéficiaire.

### **Encrage institutionnel**

Parmi les membres du Comité de Suivi il a y plusieurs députées provinciales qui ont utilisé leur accès à l'Assemblée pour plaider auprès le Gouverneur pour la mise en œuvre des actions urgentes dans les hauts plateaux. En réponse, en octobre 2019, le Gouverneur a appelé le comité a une audience spéciale pour présenter leurs recommandations et a affirmé que tous les efforts dans la zone doivent être canalisé autour le plan d'action. Au niveau national, des conseillers aux hauts ministères impliqué dans la mise en place du plan sont membres du GPPSSK. Pendant des visites à Kinshasa, le projet a rencontré les acteurs politiques les plus concernés par le dossier, notamment Claude IBALANKY de MNS, Excellence AZARIA RUBERWA, Hon NEHEMIE MWILANAYA, le caucus de députés d'Uvira et de Fizi. A travers une mobilisation fait par le Ministre du Plan provincial et le Vice-Ministre du Plan au niveau national, le projet a sécurisé la validation formelle du Comité de Suivi de Stabilisation national du gouvernement congolais. Ça va assurer que tous les efforts de stabilisation dans l'Est de la RDC s'alignent avec les demandes et recommandations des communautés qui se trouve dans le plan d'action. La collaboration avec le Secrétariat Technique a assuré une appropriation du dialogue et a amené le Gouverneur de la province de se mobiliser pour défendre le processus à Kinshasa devant le Comité de Suivi de stabilisation. Le gouvernement a réitéré son

<sup>21</sup> GPPSSK (Groupe de plaidoyer pour la paix sur le sud du Sud Kivu)

engagement envers le plan et sa volonté de prendre en charge certaines des actions lors du comité de suivi de pilotage mais ils ont également demandé si les bailleurs des fonds / I4S pourraient soutenir la mise en œuvre du plan d'action qui reflète la réalité du terrain.

#### **Questions de genre**

Pendant que pour certaines étapes du processus, le consortium a assuré la participation des femmes à travers des quotas des bénéficiaires (le RAP, les séances de restitution, les mini-dialogues), pour des autres étapes, il était trop sensible d'imposer ça sur les communautés qui n'ont pas été prêt à nommer des femmes. Pour le dialogue intercommunautaire, le nombre de femmes représentantes choisies était seulement 23<sup>22</sup> parmi 160 participants. Les 23 femmes étaient très actives et participatives, dans les discussions communautaires et dans l'équipe pédagogique ou elles ont influencé la facilitation du processus. Après le dialogue, le projet a pris des mesures pour renforcer la participation des femmes dans le Comité de Suivi provincial du plan d'action et le GPPSSK. Sous le lead de la conseillère Politique du Gouverneur, les femmes du Comité de Suivi ont organisé un atelier de restitution avec 85 femmes et 40 hommes, à travers lequel le plan d'action issu du dialogue a été détaillé pour être opérationnel et pour permettre les femmes de s'approprier le plan à travers un développement claires des activités.

#### **Leçons apprises**

Pendant le dialogue, il y avait certains points de divergence identifiés par les communautés qui demandent des autres processus de dialogue ; les positions des parties prenantes ont été trop durcies pour trouver des compromis dans le projet Tujenge. Autres questions qui concernant le droit constitutionnel (la modification du décret no 13/029 du 13 juin 2013, faire respecter la loi fixant statut des chefs coutumiers, etc.) demandent un accompagnement technique plus long terme qui a dépassé ce que le projet peut faire dans les temps restants. Aujourd'hui tous les changements sur terrain par rapport à ces questions de divergence ne sont pas encore là. C'est quelque chose qui prend plus du temps à adresser et souvent cela demande d'autres processus bilatéraux ou séparés pour arriver aux changements concrets (comme souligné dans le plan d'action). La courte durée du projet a fait aussi que le projet a eu seulement 6 mois pour faire le plaidoyer basé sur les résultats du dialogue, et donc certains acteurs ont eu l'impression que le projet n'est pas allé assez loin ou assez vite au niveau politique. Mais en même temps nous avons réussi à avoir un processus de paix qui a recommencé après deux ans de blocage pour faire avancer certaines choses difficiles. Le projet a appuyé tout un processus très sensible pour arriver au plan d'action et a gérés quelques obstacles compliqués, notamment le fait que quelques cahiers des charges des communautés ont été changé la veille du dialogue par des membres des communautés venus de Kinshasa, la sortie du Banyamulenge que nous avons réussi à intégrer encore une fois dans le dialogue, la signature du plan d'action qui a été signé par tous les communautés concernées par le conflit dans les hauts plateaux. Ces obstacles sont tout à fait normaux dans un processus de la paix. Le projet a appris comme leçon que la méthodologie du bas vers le haut et vice-versa était clé. Cependant le projet n'avait pas anticipé le niveau de violence que nous avons vu à partir du début de notre dialogue et le temps qu'il a fallu pour que le plan d'action soit mis en place. Dans un processus comme celui-ci, il est essentiel que nous ne perdions pas notre élan et les quelques mois que nous avons dû attendre avant de pouvoir procéder à la restitution à Kinshasa donnaient l'impression que le gouvernement ou les acteurs clés au niveau national ne prenaient pas les résultats suffisamment au sérieux (qui n'était pas le cas mais le nouveau gouvernement était en train de s'installer). De plus, dans des tels processus il faut gérer les attentes communautaires par rapport la résolution des questions complexes et donner plus des temps au processus a réussir. Et comme discuté lors du Comité de Suivi à Kinshasa, il est important que le plan d'action soit opérationnalisé et ne reste pas dans le tiroir. D'où la demande du gouvernement à I4S / les bailleurs de fonds pour accompagner le gouvernement dans sa mise en œuvre.

#### **Histoires de succès**

À l'intronisation du nouveau mwami de la chefferie des Bafuliiru, des tensions avaient éclaté entre les partisans du mwami sortant et celui entrant ; ce dernier envisageait le licenciement dans l'administration de la chefferie, de tous les agents ayant travaillé avec l'ancien mwami. Les membres du Groupe Consultatif local, ont persuadé le nouveau chef en lui prouvant qu'il était le mwami de tous les Bafuliiru et qu'il était illogique qu'il travaille pour l'intérêt d'un groupe en excluant l'autre partie. Convaincu, le nouveau mwami

<sup>22</sup> 1 femme parmi la délégation des Bafuliiru, 2 femmes Banyindu, 2 femmes Bavira, 3 femmes Banyamulenge, mais aucune femme sélectionnée parmi les délégations Babembe et Bambuti



a mis en place une administration inclusive de toutes les parties ce qui a visiblement contribué à apaiser la situation.

Témoignage d'un président d'une AVEC, à même temps membre d'un groupe de dialogue: « *C'est vrai, il y a pas mal d'initiatives de dialogue qui sont menées dans nos communautés, et souvent ils n'amènent rien à la communauté. Ça fatigue. Mais dans le projet Tujenge Pamoja, le dialogue est accompagné par un encadrement de qualité et par des activités qui contribuent visiblement à une meilleure cohabitation entre les communautés et permettent aussi a beaucoup de gens d'avancer au plan économique. »*

## Objectif Spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)

<b>Résultat 2.1 – Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre</b>	<b>Etat</b> 
--	-----------------

Pendant la replanification des activités en mars 2019, Alert et ses partenaires ont fait une priorisation des activités restantes dans le projet. Au cours de cet exercice, le consortium a décidé d'arrêter les activités d'élaboration des plans d'aménagement<sup>23</sup> des terres parce qu'il a constaté qu'il n'était pas possible d'avancer suffisamment avec l'élaboration des plans avant la fin du projet et qu'il ne serait pas possible de pérenniser les résultats pendant la durée du projet. En lieu et place, le consortium a décidé de se focaliser sur la formation des plateformes multi-acteurs (comme les comités mixtes, et les équipes de reconnaissance), le processus de la cartographie, ainsi que les campagnes de plaidoyer sur la politique foncière et l'arrêté sur la transhumance. Ces autres activités sous ce résultat ont contribué à une base solide d'interaction améliorée entre des acteurs foncières clés, à travers l'intégration des agriculteurs et éleveurs dans les structures de paix, la formation de ces acteurs et les services foncières de l'état et la mise en place d'une plateforme de coordination et collaboration entre les acteurs de l'état et les structures communautaires.

### Produit 2.1.1 – Des mécanismes de coordination sont créés et opérationnelles

Au début du projet, il y avait une pléthore des structures communautaires traitant les questions foncières mais qui n'arrivaient pas à s'attaquer aux causes profondes. Aujourd'hui, ces structures travaillent ensemble à travers 8 comités mixtes<sup>24</sup> composés des agriculteurs et des éleveurs (CMs)<sup>25</sup>. Entre la période de transhumance de mai - août 2019, dans le groupement de Kamanyola il y avait seulement 4 cas des conflits rapportés, alors que pour la même période en 2018 plus de 50 cas ont été documentés. 7% (9 personnes parmi les 128) des membres des 8 CMs dans la zone ont été intégrés dans les structures locales de paix<sup>26</sup>. Grâce au CM, 378 conflits fonciers ont été identifiés, traités et résolus durant le projet par les membres de comités mixtes et des Groupes de Réflexion pour la résolution des conflits foncières (GRF) qui collaboraient parfois avec les CCI. 19 couloirs des vaches ont été cartographiés et réhabilités à Kamanyola dans une manière participative, ce qui a contribué à réduire la divagation des bétails. 5 panneaux ont été fixés à Kamanyola et la carte des couloirs a été diffusée dans les réunions agriculteurs - éleveurs autour de la saison de la transhumance. Le chef du groupement (un membre de CM)<sup>27</sup> a donné des matériaux.

<b>Résultat 2.2 – La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes</b>	<b>Etat</b> 
---	-----------------

Grace au projet, aujourd'hui les membres des communautés dans les villages ciblés par le projet connaissent leurs droits et réclament qu'ils ont un meilleur accès à la terre grâce à une meilleure collaboration avec des autorités qui sont plus compétentes aujourd'hui. Par exemple, dans les tribunes d'expression populaire tenus à Uvira, les membres des communautés avaient rapporté que le processus de certification à ce niveau coûterait moins cher en utilisant le processus local ; avant les propriétaires ont été obligés d'acheter ça au niveau du Bukavu ou Uvira ou un certificat pour un parcelle d'un hectare peut coûter 500 USD mais à travers le processus local, le même certificat coûte 100 USD. Il faut aussi prendre en compte le fait que le propriétaire a besoin d'un contrat de location de 3 ans pour avoir un certificat – et ce contrat peut aussi coûter autour de 300 – 500 USD au niveau du Bukavu ou Uvira. La nomenclature n'est pas bien comprise, même par les

<sup>23</sup> Indicateur 2.1.a du cadre logique

<sup>24</sup> Indicateur 2.1.1.a Ind. ISSSS 3.2.1\_i # de mécanismes de supervision/plateformes de dialogue nouveaux entre les éleveurs et agriculteurs fonctionnant dans les zones prioritaires

<sup>25</sup> Kamanyola, Bwegera, Luberizi, Kabunambo, Bijombo, Uvira, Bijombo et à Mikenge

<sup>26</sup> Indicateur 2.1.1.b % des membres des groupes d'agriculteurs et éleveurs qui intègrent les structures locales de paix.

<sup>27</sup> Il y a des autres exemples aussi dans les autres sites : Par exemple, à Lemera dans la résolution des conflits des limites entre le village Lemera centre et le village de Mahungubwe ou le chef de village Mahungubwe Monsieur Seth Kalenga qui est membre du groupe CCI a participé à la mise en place des limites et la sensibilisation des communautés vivant à Mahungubwe par les équipes de reconnaissance pour leur faire comprendre les avantages de la fixation des limites pour rétablir la paix entre les habitants et les chefs de ces 2 villages

autorités eux-mêmes. Le projet a formé et fait un accompagnement de proximité des équipes de reconnaissance (ER) auprès de la population des zones cibles pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension de comment ils peuvent accéder à la terre et à la sécurisation de cette dernière. Pendant l'étude de base, parmi les 435 répondants, 55% étaient sûr qu'il n'existe pas un plan de gestion foncier dans leur communauté, 32% n'était pas sûr si un plan existe et 13% savait qu'il existe un plan<sup>28</sup>. A la fin du projet, 73,3% des répondants hommes et 59,6% des femmes ont dit qu'ils connaissent le plan<sup>29</sup>.

### **Produit 2.2.1 – Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs/éleveurs sur les thématiques du foncier sont améliorées**

Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs /éleveurs sur les thématiques du foncier sont améliorées. En total, 90 membres des GRFs (48 femmes et 42 hommes)<sup>30</sup> ont été formés sur la résolution de conflit et l'engagement de la population, et 47 membres des équipes de reconnaissance (ERs)<sup>31</sup> – qui mesurent ensemble les parcelles, fixent les limites et font la reconnaissance sociale - ont été formés sur la méthodologie cartographie. Les ER appuyant les autorités traditionnelles ainsi que les acteurs des services étatiques du foncier à documenter, à résoudre et à vider les différents conflits fonciers rencontrés. Seulement à Lemera, ils ont appuyé les autorités dans la résolution d'au moins 101 conflits fonciers<sup>32</sup>.

Selon l'évaluation final, 55% des hommes et 62% des femmes ont rapporté que leurs connaissances sur la thématique accès à la terre ont augmenté grâce au projet, et 42% des hommes et 47% des femmes rapportent cette augmentation par rapport à leurs connaissances sur la cartographie des parcelles<sup>33</sup>.

### **Produit 2.2.2 – Les membres des communautés cibles ont des connaissances accrues de leurs droits pour ce qui concerne les droits fonciers**

Les connaissances des communautés sur leurs droits d'accès à la terre se sont améliorées grâce aux activités du projet. Les formations ont eu un impact direct ou les membres des communautés ont commencé de demander que leurs parcelles soient limitées (par l'activité de la cartographie) pour sécuriser leurs droits. Au début du projet seulement 43% des répondants ont reçu des formations sur leurs droits fonciers. A la fin du projet, 93.4% des personnes<sup>34</sup> ont rapporté qu'ils ont reçu des formations sur leurs droits et 66.4%<sup>35</sup> ont une « bonne connaissance ». Grâce à ces différentes formations, les agriculteurs et éleveurs participent aux travaux de reconnaissance et la certification de leurs droits fonciers coutumiers. Au total, 2457 membres des communautés<sup>36</sup> et structures de paix à travers 6 sites<sup>37</sup> ont été formés sur leurs droits d'accès à la terre pendant le projet<sup>38</sup>. Les séances de sensibilisation ont été accompagnées par 14 campagnes de sensibilisation (8 au cours de l'année 1)<sup>39</sup> et (6 au cours de l'année 2)<sup>40</sup> (sur les taxes et autres lois et textes réglementaires, avec la présentation des différentes cartes aux communautés pour leurs vulgarisation) et des émissions radios produites (sur les enquêtes parcellaires, les travaux de cartographie, le GRF, le processus d'accès aux certificats ou le processus de titrisation et la certification foncière).

### **Produit 2.2.3 – La qualité des services fonciers de l'Etat est améliorée**

---

<sup>28</sup> L'étude de base de Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani, pg 26

<sup>29</sup> Évaluation finale de Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani (Situation final des indicateurs)

<sup>30</sup> Les GRFs se trouvent à Kamanyola, Bwegera, Kabunambo, Lemera, Kigoma, Itombwe et Uvira

<sup>31</sup> Dans les ERs il y a des agents des services foncières, les chefs locaux et des membres des communautés

<sup>32</sup> Rapport semestriel Janvier 2019 – Juin 2019

<sup>33</sup> Indicateur 2.2.1.a % augmentation des capacités des membres des structures agri/éleveurs, les agents étatiques sur les thématiques clés de renforcement

<sup>34</sup> 94.3% des femmes et 92.6% des hommes

<sup>35</sup> 59.6% des femmes et 73.3% des hommes

<sup>36</sup> 1496 hommes et 961 femmes

<sup>37</sup> Kamanyola, Kakamba, Lemera, Kigoma, Kabunambo et Uvira

<sup>38</sup> Indicateur 2.2.2.a # membres des communautés cibles formées sur leurs droits d'accès à la terre

<sup>39</sup> 1200 membres communautaires (720 hommes, 480 femmes) des Babembe, de Banyamulenge, de Bafuliuru et des Banyindu ont été sensibilisé sur le droit d'accès à la terre, à travers des séances de sensibilisation organisés à Kipupu et Mikenge, Uvira, Kakamba, Luberizi, Lemera, Kamanyola, et à Sange.

<sup>40</sup> Indicateur 2.2.2.b # de campagne de sensibilisation sur le droit d'accès à la terre organisées : 471 personnes (190 femmes, 251 hommes. 30 jeunes hommes et femmes) ont été impliqué dans les 6 séances.

Le projet a contribué à cette amélioration de qualité des services fonciers de l'Etat en construisant des bâtiments pour garder les cartes et titres, et pour que les communautés peuvent avoir un espace où ils peuvent consulter les autorités et les autres plateformes comme les GRFs et CMs. 4 bâtiments ont été construits à Kamanyola, Bwegera, Lemera et Kigoma et un bâtiment à Uvira a été réhabilité<sup>41</sup>. La construction des bâtiments était une stratégie importante du projet pour le renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés et entre la population et l'Etat : les communautés, les structures et les autorités ont été impliqués dans toutes les étapes du processus à travers un dialogue communautaire.

Selon les résultats de pré et post tests, augmentation des capacités les membres des services étatiques ont augmenté de 39% leurs connaissances<sup>42</sup> sur la collecte des données topographiques, les mesurages des espaces parcellaires ainsi que leurs rôles et leurs obligations dans la cession et la protection des terres.<sup>43</sup> Au cours du projet des formations ont été organisées pour les agents étatiques<sup>44</sup> sur le processus de la réforme Foncière à Uvira qui ont apporté leur contribution dans l'élaboration du cahier de charge de la politique foncière en intégrant les réalités foncières de la zone du projet dans la politique foncière en cours d'élaboration en RDC.

<b>Résultat 2.3 – Un cadre réglementaire du foncier est développé</b>	Etat 
---	---

Le projet a visé d'apporter de solutions plus durables et innovatrices pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. En construisant sur les campagnes de sensibilisation sur le processus de la réforme foncière national, le projet a réussi d'accompagner la société civile et le gouvernement provincial du Sud Kivu de collecter les recommandations provinciales et plaider au niveau national sur comment la nouvelle politique foncière peut prendre en compte la sensibilité aux conflits dans la zone. La CONAREF<sup>45</sup> a exprimé leur contentement avec les inputs du projet<sup>46</sup> et a noté que c'était la première fois dans ce processus de réforme qu'une province a déposé leurs recommandations. Le processus de la réforme foncière continue d'évoluer avec une nouvelle politique attendue en 2020.

Au niveau communautaire, une étude pilote de la cartographie participative a été menée à Kamanyola, Lemera, Kigoma, Bwegera et Kabindula/Uvira. Ce processus était bien reçu par les membres des communautés et leaders communautaires. 13 cartes foncières<sup>47</sup> ont été produites et affichées dans les bureaux des services étatiques, les bureaux des chefs du groupement et les salles de réunions, y compris 5 plans d'occupation des terres<sup>48</sup> suivant le mode d'accès en droit foncier coutumier et 8 plans d'utilisation des

<sup>41</sup> Indicateur 2.2.3.b # de cellules techniques étatiques foncières équipées

<sup>42</sup> Indicateur 2.2.3.c % augmentation des capacités des membres des services étatiques sur les thématiques clés de renforcement.

<sup>43</sup> C'est possible que le chiffre soit maintenant plus de 39% mais à cause d'une erreur, les pré tests et poste tests n'ont pas été fait pour les derniers formations

<sup>44</sup> 35 personnes (27 hommes et 8 femmes)

<sup>45</sup> La Commission Nationale de la Réforme Foncière National

<sup>46</sup> Afin d'élaborer ces recommandations, en août 2019, avec le Secrétariat Technique, les partenaires IFDP a effectué des missions à Uvira pour récolter des suggestions des communautés et services étatiques qui travaillent dans le domaine foncier sur la politique foncière. La séance a construit sur les efforts réalisés en juillet 2018 ou, après une série des consultations dans la Plaine de la Ruzizi, une feuille de route de la réforme a été élaboré et a conduit à l'élaboration du 1<sup>er</sup> draft du document de la politique foncière. Le 6 et 7 août 2019, une restitution du draft du document a eu lieu à Uvira regroupant 27 hommes et 23 femmes constitués des agents de services étatiques de l'agriculture, du foncier, de l'administrateur, du commandant PNC et des FARDC, et des ONGS. A travers cette forum, un draft document de la politique foncière a été élaboré, et a été présenté aux autorités provinciales (y compris le Ministre du Plan Provincial, le Directeur de Cabinet du Ministre Chargé du Foncier, les Bami Kabare, Ndatbaye et Kalenga de Mwenga, le conservateur de Kalehe, l'Administrateur de Territoires de Mwenga, et d'Uvira, les conservateurs d'Uvira, les représentants des ONGI Alert, Maji ya Amani, PICAGL, DDC, et UNHABITAT) à travers un atelier à Bukavu le 1 et 2 Octobre 2019. Le draft du document était enrichi en tenant compte de 6 dimensions épinglées (dimension économique, environnementale, juridique, institutionnelle, politique, et sociale).

<sup>47</sup> Indicateur 2.3.b # de cartes foncières produites et affichées : 5 plans d'occupations des terres suivant le mode d'accès en droits coutumier fonciers ont été déclarés, identifiés et enregistrés dans le milieu respectif à Kamanyola, Lemera, Kigoma, Bwegera et Kabindula /Uvira et 8 plans d'utilisation des terres suivant les ressources ont été disponibles dans les entités de Kamanyola, Lemera, Kakamba, Kigoma, Kabunambo, Kabindula/Uvira

<sup>48</sup> Kamanyola, Lemera, Kigoma, Bwegera et Kabindula /Uvira

terres<sup>49</sup> suivant les ressources. Ces cartes sont utilisées par les titulaires des propriétaires des parcelles et les leaders pour résoudre des conflits liés aux limites avant qu'ils exacerbent ; les cartes vont servir comme une archive pour les propriétaires de l'avenir et assurer l'accès des membres de la communauté locale à leurs terres.

### **Produit 2.3.1 L'appui à la réforme foncière au niveau national et à la promulgation des édits provinciaux assuré**

Un projet d'édit<sup>50</sup> sur l'élevage et l'agriculture en province du Sud-Kivu a été élaboré à travers un colloque qui a impliqué tous les acteurs aux niveaux communautaires, territoriaux, provinciaux et nationaux<sup>51</sup>. Avec des inputs de tous ces acteurs, des pistes d'un édit a été élaboré en août 2018 ; cependant avec les changements politiques après des élections nationales, le projet a adapté la stratégie et ciblé **un arrêté foncier** au lieu d'un édit, pour assurer la continuation de l'activité malgré le changement du gouvernement. L'arrêté a été signé le 14 février 2019 par le Gouverneur ad intérim et était partagé avec le nouveau Gouverneur en juin 2019. Il a été utilisé en octobre 2019, quand la problématique des agri-éleveurs a pris de l'ampleur à la suite de la descente des éleveurs transhumants dans la Plaine après le renouvellement des affrontements dans les hauts plateaux. En utilisant l'arrêté, un plan d'action a été produit pour limiter le mouvement des vaches et le risque du conflit avec les agriculteurs.

Des campagnes de sensibilisation sur le processus de la réforme ont donné l'opportunité aux leaders communautaires, à la société civile et aux autorités territoriales de contribuer à habiller le texte du draft d'élaboration de la politique foncière en cours en RDC. Dans ce cadre, 2 drafts arrêtés ont été élaborés<sup>52</sup>, dont l'un portant sur l'organisation et fonctionnement de CONAREF Sud Kivu et l'autre sur la nomination des animateurs de CONAREF Sud Kivu. Sous le lead du nouveau Directeur du Cabinet du Ministère National des Affaires Foncières, une mission était effectuée à Kinshasa en octobre 2019 pour présenter ce travail auprès de la Conseillère Principale chargée de l'urbanisme à la Présidence, au CONAREF et au Ministre des Affaires Foncières. Ces autorités se sont engagés d'appuyer les efforts à intégrer les réalités socio-culturelles et les intérêts de femmes et des populations autochtones dans la nouvelle loi.

#### **Défis et mesures de mitigation**

Entre juillet et septembre 2019, le nouveau gouvernement provincial était en train de s'installer. Il était rapidement évident que le nouveau Ministre n'avait pas beaucoup d'information sur les questions du conflit foncier dans la zone. Nous avons organisé une série de réunions de briefing avec le Directeur du Cabinet et le Ministre, avec l'appui de STAREC, pour les mettre à jour sur le projet et l'importance des campagnes de plaidoyer en cours dans le plus court délai possible. Nous avons profité d'une visite du Directeur du Cabinet dans la région pour lui montrer les réalisations du projet, notamment le marché à Rubanga, les bâtiments en construction à Bwegera et la construction des maisons de bureau Kigoma : il a été très intéressé et a utilisé son appréciation des résultats concrets du projet pour convaincre le Ministère de l'avantage du projet. Le consortium a réussi de contourner ce défi dans quelques semaines, pour que le 01 et 02 octobre son Directeur de Cabinet était avec le projet pendant l'atelier de restitution et a pris le lead sur la mission à Kinshasa la semaine après pour présenter tous les arrêtés élaborés au niveau provincial.

#### **Coordination**

Le consortium a assuré une bonne coordination entre ses membres et avec des autres intervenants pour être capable à répondre aux besoins changeants. En novembre 2019 après le changement radical dans le contexte avec le renouvellement des affrontements dans les hauts plateaux et l'arrivée de plusieurs vaches dans la Plaine, alors que les communautés ont fui le conflit. Au niveau du consortium, des partenaires de pilier 1 (dialogue), 2 (foncier) et 4 (relèvement économique) s'est mis ensemble pour organiser une

<sup>49</sup> Dans les entités de Kamanyola, Lemera, Kakamba, Kigoma, Kabunambo, Kabindula/Uvira

<sup>50</sup> Indicateur 2.3.1.a # de campagne de plaidoyer sur la mise en place d'un édit provincial reconnaissant et sécurisant la mise en place des droits fonciers locaux

<sup>51</sup> Indicateur 2.3.1.a # de campagne de plaidoyer sur la mise en place d'un édit provincial reconnaissant et sécurisant la mise en place des droits fonciers locaux

<sup>52</sup> Indicateur 2.3.1.b # d'édits provinciaux promulgués sur la sécurisation foncière pour ZP

réunion d'urgence avec les leaders locaux pour élaborer une stratégie de gérer l'exacerbation des conflits agri-éleveurs dans la Plaine, spécifiquement à Bwegera et Mutarule. Pour assurer une bonne coordination avec des autres acteurs de paix dans la zone, et renforcer la durabilité et la pérennisation des structures clés appuyé par le projet, comme les CMs – le projet a organisé une réunion le 22 décembre 2019 à Bukavu avec Maji ya Amani (Search for Common Ground et IRC), STAREC et des partenaires du consortium, à travers lesquels des opportunités pour le passation des structures ont été identifié – surtout avec Search for Common Ground qui prends le lead sur le volet résolution du conflit au sein du consortium Maji ya Amani.

### **Encrage institutionnel**

La campagne pour la déposition des recommandations du Sud Kivu sur la réforme foncière était fortement accompagnée et accueillir par la CONAREF au niveau national, et par le Ministre du Plan et Ministre des Affaires Foncières au niveau provincial. Le projet a travaillé à travers les comités sectoriels sur la foncière, initialement appuyé par la Coopération Suisse et après appuyé par le pour coordonner les efforts de plaidoyer. C'était ainsi que le projet est parti à Kinshasa avec une délégation des autres organisations (DDC<sup>53</sup>, APC<sup>54</sup>, FOPAC<sup>55</sup> et UEFA<sup>56</sup>) pour faire le plaidoyer ensemble. Le travail avec les services techniques a réduit l'ampleur des impacts des changements politiques sur le projet ; cependant nous avons trouvé qu'ils n'ont pas bien compris leurs rôles dans le processus du reforme. Le projet a également engagé avec les services de cadastre au niveau du Bukavu, Uvira, Kamanyola, Lemera et au niveau des chefferies avec des résultats mixtes. Certains individus – comme le Cadastre de Kabare avec lequel une visite d'échange a été organisé et le cadastre a Kamanyola - ont été beaucoup plus engagé dans le projet que d'autres qui semblent d'avoir sentir un peu « menacé » par l'approche du projet de sécuriser l'accès et droits des communautés a la terre.

### **Questions de genre**

L'héritage et l'accès des femmes à la terre était une thématique importante pendant les dialogues concessionnaires – paysans qui ont été tenu dans le projet. Des femmes ont exprimé de nouvelles questions, par exemple certaines femmes petites productrices ont mentionné que certains gérants de concessions utilisent la femme sexuellement comme préalable pour accéder à une terre. Pour fidéliser la relation entre exploitant et le gérant qui octroie le champ pour les hommes chaque fois qu'ils se rencontrent avec le gérant il doit lui payer à boire et faire des discours. Ou les femmes qui n'ont pas ces capacités financières pour entretenir ces relations avec les gérants, les gérants profitent pour commettre ces abus. Le plaidoyer auprès CONAREF a mis un accent sur l'accès des femmes et des populations autochtones dans la terre. Le document a souligné que jusqu'au aujourd'hui le processus de réforme ne tient pas en compte les intérêts des femmes sur l'accès à la terre. La délégation (y compris deux femmes représentatives de STAREC et de l'UEFA) a donné des exemples des accords assurent l'accès à la terre qui ont été signé entre les grands concessionnaires et les femmes paysans comme des bonnes pratiques à répliquer au niveau national.

### **Leçons apprises**

Pendant la deuxième année du projet, à travers notre analyse politiques, nous avons projeté que les élections et les dynamiques politiques allaient un impact négatif sur le processus de la signature d'édit dont l'élaboration était parmi les objectifs du projet. En octobre 2018, nous avons réfléchi avec les partenaires et nous nous sommes rendu compte qu'il n'était plus possible d'y arriver avant les élections. Après des consultations avec le Directeur du Cabinet du Ministre des Affaires Foncières, le consortium a décidé d'opter pour un arrêté au lieu d'un édit parce que l'arrêté peut-être signé au niveau provincial par le Gouverneur et peut amener des changements plus rapides – il peut servir comme base pour un plaidoyer plus long terme pour l'accompagnement au niveau national pour un édit. Avec l'ancien Ministre des Affaires Foncières et son Directeur du Cabinet, le consortium en collaboration avec des autres organisations ont fait un plaidoyer auprès l'ancien Gouverneur, en travaillant avec ses experts techniques pour expliquer l'importance de l'arrêté et de les aider à élaborer le texte. Nous avons travaillé avec des allies autour du Gouverneur – et après autour du nouveau Ministère des Affaires Foncières – pour avoir l'engagement de ces acteurs clés dans la mise en place, et mise en œuvre de cet arrêté.

<sup>53</sup> DDC : Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse

<sup>54</sup> APC : Action Pour la Paix et la Concorde


<sup>55</sup> FOPAC : Fédération des organisations de producteurs agricoles du Congo

<sup>56</sup> UEFA : Union pour l'émancipation de la femme Autochtone.

**Histoires de succès**

*Chef de village de Lemera Centre: « Auparavant tous les villageois ne connaissaient pas avec précision leurs limites selon les villages et les limites de leurs parcelles moins encore celles de leur champ. Les travaux de reconnaissance des droits fonciers coutumiers et ceux de la cartographie, initiée par le projet, ont fait que chaque chef de village soit maintenant capable de savoir les limites réelles du village qu'il dirige et les populations qu'il encadre. Les travaux ont permis aux membres de communautés de savoir identifier non seulement les limites de champs, parcelles et villages mais aussi le passage des vaches et les espaces cultivés ; et ceci a limité les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Je me rends compte que je viens de perdre 50000fc par dossier, que je gagnais comme frais de déplacement chaque fois que deux parties en conflit venaient discuter des problèmes de limite chez moi. Malgré cette perte je me réjouis du fait qu'il y a moins de dossiers fonciers à gérer, les dits dossiers qui créeraient de conflits dans la communauté.»*

### Objectif Spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée

<b>Résultat 3.1 – Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité</b>	<b>Etat</b> 
--	--

Le projet a permis une augmentation de la confiance entre la population et les services étatiques responsables de la sécurité à travers la réanimation de trois CLSP<sup>57</sup> à Lemera dans les moyens plateaux et Kabindula et Itombwe dans les hauts plateaux. Les communautés ont été plus actives dans la sensibilisation contre l'appui aux groupes armés auprès des membres de leurs familles respectives. 300 familles déplacées se sont retournées à Kigoma centre après le plaidoyer mené par le CLSP auprès des services sécuritaires pour installer un poste militaire à Rukobero et Rubanga - ce qui a contribué à la diminution des cas de kidnapping dans ce tronçon<sup>58</sup>. Le renouvellement des affrontements<sup>59</sup> et une détérioration considérable de la situation sécuritaire dans les hauts et moyens plateaux, ont faibli cette confiance vers la fin du projet. La situation a dépassé les capacités d'intervention des FARDC sur terrain<sup>60</sup>. 44% des répondants<sup>61</sup> au début du projet avaient rapporté qu'ils ont un niveau général de confiance envers les FARDC, la PNC, l'ANR et la DGM<sup>62</sup>. A la fin du projet, c'est pourcentage augmenté à 49.6%. Le plaidoyer fait par le CLSP Itombwe auprès du Ministre de l'intérieur avec les députés provinciaux a amené le commandant de la 33-ème Région militaire à déploiement progressivement des éléments FARDC « neutre » à Mikenge et Kipupu et un commandement collégial des trois généraux dont 1 de la communauté Banyamulenge, 1 de la communauté Babembe et 1 Katangais y ont été positionnées pour gérer la crise et déclencher les actions de sensibilisation envers les groupes armés. La présence des éléments FARDC dans ces axes a permis à la population d'accéder aux champs et vaquer à d'autres activités quotidiennes.

#### Produit 3.1.1 – Qualité améliorée des services de l'Etat responsable de la sécurité

Au début du projet, à Kigoma et Lemera, seulement 11% des membres de la communauté<sup>63</sup> ont exprimé leur manque de confiance aux services de sécurité. Le dernier scorecard fait en septembre 2019 (pour Kigoma et Lemera) a montré que le niveau de satisfaction des communautés avec les services sécuritaires était à 70%<sup>64</sup>. La manque de confiance envers les services de l'état responsable de la sécurité est réfective de la détérioration dans la situation sécuritaire avec le renouvellement du conflit dans la dernière année du projet. Cependant, le niveau de satisfaction était particulièrement fort à Lemera, où il était rapporté que les services répondent à la demande de la population à la limite de leurs moyens et définissent ensemble la stratégie de mitigation.<sup>65</sup>

<sup>57</sup> Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité

<sup>58</sup> Le nombre de cas d'enlèvement des personnes a diminué avec seulement 2 cas enregistré depuis février 2019, alors qu'en 2018, l'on enregistrait 4 à 6 cas d'enlèvement grâce aux éléments des FARDC y déployés.

<sup>59</sup> Le troisième mandat brique par le président Burundais à s'inciter plusieurs grognent dans les chefs des différents hommes politiques. Qui se sont alliés aux pays voisins pour déstabiliser le régime en place. A son tour, le Gouvernement a créé et soutenu des groupes armés dans la zone du projet pour barrer la route aux groupes armés de l'opposition de stabiliser le pouvoir. La présence des groupes armés étrangers dans cette partie a permis aux groupes armés de se renforcer d'avantage créant ainsi des alliances avec ces groupes armés étrangers.

<sup>60</sup> Au minimum au début, depuis septembre 2019 les nombres des unités ont été renforcé dans certains zones et font des patrouilles mixtes par exemple a Nawera, Muhungubwe, Kibanda et Katala

<sup>61</sup> Indicateur 1 : % des membres des communautés qui rapportant un niveau général de confiance envers les FARDC, PNC, ANR, DGM (Indicateur 3.1.a Ind. ISSSS 2.2)

<sup>62</sup> De façon anecdotique, les éléments FARDC considéraient les membres des communautés étant de mèche avec les groupes armés et les communautés considéraient les FARDC comme les ennemis qui venaient combattre leurs frères qui étaient considérés comme leurs boucliers compte d'un nombre très limité des FARDC source d'inefficacité de ces derniers dans les différentes opérations.

<sup>63</sup> 27 membres du 239 : parmi ceux qui ont exprimé un manque de confiance, les FARDC ont occupé 44 % de manque de confiance de la population, suivi des agents de l'ANR qui ont le score de 37 % et les agents de la chefferie avec 19 % pendant qu'aucun membre de la communauté n'a dit manquer de la confiance en la police (PNC).

<sup>64</sup> Indicateur 3.1.1.a du cadre logique

<sup>65</sup> Indicateur 3.1.1.a % augmentation du score card dans chaque groupement à la fin d'année sur la qualité de services de sécurité



Au cours de la période de janvier à juin 2019, 137<sup>66</sup> jeunes, membres des CCI, des NCI et chefs locaux<sup>67</sup> ont été formés sur la gestion des conflits, le genre post conflit et les droits humains<sup>68</sup>. Les participants sensibilisant des membres des communautés par l'entremise des fora des groupements, des villages et les CLSP sur le respect de droits humains et l'importance de la femme dans la gestion de la prise de décisions et ont commencé à dénoncer d'autres jeunes qui collaborent avec des groupes armés.

<b>Résultat 3.2 – Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mises en œuvre</b>	<b>Etat</b>

Avant le projet, seulement 34% des membres des communautés ont rapporté que les mesures pour mitiger les risques sécuritaires et de protection ont été mises en œuvre (pour la plupart ils ont fait référence aux patrouilles nocturnes des jeunes vigiles appelés 'BalalaRondo'). A la fin du projet, ce pourcentage est passé à 25%, clairement influencé par le contexte. Au début du projet le nombre des FARDC était trop limité par exemple à Lemera pour faire face aux groupes armés actifs dans la zone. Grâce aux séances de plaidoyer et à la création de CLSP et de UCS, ces derniers ont fait de plaidoyers conjoints pour l'installation d'une section de militaire à Lemera centre et à Kigoma dans la chefferie de Bafuliiru et à Mikenge dans le secteur d'Itombwe. Ces éléments des FARDC ont été renforcés par les différentes stratégies tenues dans les fora des groupements et de CLSP en collaboration avec les communautés locales et la société civiles.

Au total, 17 histoires de succès sur la mise en œuvre des mesures pour mitiger les risques sécuritaires et de protection étaient collectées tout au long du projet<sup>69</sup>. 8 histoires de succès étaient collectées durant la première année et 9 durant la deuxième. En effet, la cible initiale des histoires de succès était de 12 mais ce chiffre était revu à la hausse durant la période d'extension parce que la plupart des activités dans cette période étaient focalisées sur la consolidation des résultats qui peuvent être bien captés dans des histoires de succès. C'est ainsi que 17 histoires de succès étaient documentées.

### **Produit 3.2.1 – Des plans d'action concertés entre les représentants des communautés cibles et les forces sécuritaires sont développés**

3 plans locaux des sécurités conjoint "inclusifs" et "sensibles au genre" ont été élaborés pour la chefferie de Bavira, le secteur d'Itombwe et la chefferie de Bafuliru<sup>70</sup>. Les plans sont basés sur un exercice de cartographie qui a été fait dans les zones à risques sécuritaires élevés et de protection, les différents rapports des séances d'analyse du contexte et la carte score communautaire ainsi que les fora des groupements et de CLSP. Au cours de la période de juillet à décembre 2018, une tribune d'expression populaire était organisée par le commandant, le chef de poste d'encadrement de Lemera en collaboration avec la chefferie de Bafuliiru auprès de la population et des forces et services de sécurité pour l'évaluation du contexte sécuritaire ainsi que la prise des stratégies concertées et participatives pour la mise à jour des activités de plans d'actions ont permis à la chefferie d'avoir un plan concerté mis à jour par toutes les parties prenantes.

5 réunions organisées à Lemera entre les représentants de la communauté et les forces de sécurité ont permis à ces derniers d'améliorer leurs services<sup>71</sup>. La responsabilisation de la population sur certaines matières sécuritaires relevant de leurs compétences a été observée, ce qui renforce davantage une bonne collaboration entre les deux parties à travers les cartographies des zones à risques sécuritaires élevés et de protection, les différents rapports des séances d'analyse du contexte et les cartes scores communautaires.

<b>Résultat 3.3 – Les groupes armés sont sensibilisés</b>	<b>Etat</b>
---	-------------

<sup>66</sup> Dont 101 hommes et 36 femmes

<sup>67</sup> Les autorités locales responsables de la sécurité (comme le chef du groupement, chefs des villages qui sont considérés directement comme des conseillers...) sont parmi les membres des CCI.

<sup>68</sup> 24 femmes et 36 hommes

<sup>69</sup> Indicateur 3.2.b # d'histoires de succès sur la mise en œuvre des mesures pour mitiger les risques sécu et de protection

<sup>70</sup> Indicateur 3.2.1.a Ind. ISSSS 1.1.1\_i Nombre de plans d'action conjoints "inclusifs" et "sensibles au genre" approuvés (ventilé par sous-zone prioritaire)

<sup>71</sup> Indicateur 3.2.1.b # de réunions organisées entre les représentants de la communautés et les forces de sécurités

Compte tenu de l'appartenance communautaire des groupes armés, au début du projet les campagnes de sensibilisation des groupes armés n'ont pas trouvé gain des causes mais aussi par manque d'un programme claire et d'accompagnement des autorités ainsi que de la MONUSCO. Les effets négatifs organisés par ces derniers auprès des communautés locales a permis aux partenaires de mettre en place les unités communautaires des sensibilisations en collaboration avec les CLSP.

Plusieurs réunions ont été faite entre le consortium et la MONUSCO afin de définir les stratégies d'accompagnement des ces derniers. Pendant que les différentes réunions étaient tenues et qu'un effectif d'au moins 250 éléments était prêt de quitté la brousse, la donne des groupes armés étrangers est apparue dans la zone amenant ainsi la MONUSCO a interdire tout activité des sensibilisations des groupes armés.

Ayant déjà mené des contacts et animés par le gout de la recherche de la paix, les membres des UCS se sont appuyés aux FARDC et autorités locales dans leurs exercices de leurs fonctions. Ils sont arrivés à faciliter le désengagement de 49 effectifs considérés comme un échantillon qui devrait témoigner de leur traitement au niveau du gouvernement afin de susciter les autres de quitter la brousse. Ces derniers n'ont pas été bien traités amenant une réticence vis-à-vis des groupes armés qui étaient déjà dans le processus.

Cependant, depuis le renouvellement des affrontements dans les hauts plateaux en septembre 2019, il était de plus et plus difficile de convaincre les groupes armés de se désengager. Pendant le mois de septembre 2019, aucun groupe armé n'a été désengagé pendant cette période et cela malgré les 18 émissions radio sur les avancées du programme DDR/DDRRR<sup>72</sup> et la sensibilisation des groupes armés produits par RIO et SVH en coordination avec UEPNDRR<sup>73</sup> et le programme DDR MONUSCO. 9 séances des sensibilisations ont été organisé auprès des groupes armés Kivuwe, Kapapa, Buhirwa et Cobra par les membres d'UCS en collaboration avec le Chef de poste d'encadrement administratif dans les groupements de Kigoma et Lemera. Les démobilisés de Kagando appuyés par le projet étaient en contact permanent avec d'autres jeunes dans les groupes armés de Kihebe, Kijangala, Bede, Mwenyemali et bien d'autres dans les hauts plateaux et continuent à les sensibiliser pour un désengagement. Il s'est observé ainsi une demande de se désengager et intégrer les activités de prise en charge de démobilisés à Kala.

### Produit 3.3.1 - Des campagnes de sensibilisation sont organisées

27 campagnes de sensibilisation ont été organisées en faveur des groupes armés cibles<sup>74</sup>. Les séances des sensibilisations ont demandé aux groupes armés de se désengager et d'éviter de s'impliquer dans les cas de violence dans la zone pendant qu'ils sont dans le processus de désengagement. Aujourd'hui, lorsqu'un cas de violation sexuelle est signalé dans la zone, les leaders des groupes armés non concernés appellent les membres des structures pour déclinier leur responsabilité.

Tableau 4 : Nombres des groupes armés sensibilisés sur l'importance de la démobilisation et la stabilisation <sup>75</sup>							
Groupe armé	Village/lieux	Date de campagne mené	UCS	# des combattants démobilisé		Date de démobilisation	Munitions retournées
				Effectives	Enfants		
<b>Juillet 2017 – Juin 2018 : 0 cas</b>							
<b>Juillet – Dec 2018</b>							
15 groupes armés		Juillet – Décembre 2018	UCS Kigoma et Lemera	250	0	-	-
<b>Jan – Juin 2019</b>							

<sup>72</sup> Indicateur 3.3.1.c du cadre logique

<sup>73</sup> Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion

<sup>74</sup> Indicateur 3.3.1.a # de campagnes de sensibilisation organisées en faveur des groupes armés cibles

<sup>75</sup> Indicateur 3.3.1.b # de groupes armés sensibilisés sur l'importance de la démobilisation et la stabilisation (sur le programme DRRR)

Mai Mai Mafikiri Ruresha	Musahaba (groupement Kigoma)	Décembre 2018- Février 2019	UCS Kigoma	5	0	28/02/2019	
Mai Mai Kihebe	Mulenge (Groupement de Lemera) et	Décembre 2018- Février 2019	UCS Kigoma et Lemera	19	14	21/22/2019	6 armes du marque AK47
Mai Mai Yakutumba	Itombwe	Avril 2019 – Juin 2019	UCS Kala	1	0	06/06/2019	1 arme du marque AK47
<b>Juillet – Décembre 2019: 0 cas</b>							

Un total de 344 émissions radios ont été produites par les partenaires RIO et SVH en coordination avec UEPNDRR sur les avancées du programme DDR/DDRR<sup>76</sup> et 6 campagnes de sensibilisation ont été organisées sur la détention illégale d'armes<sup>77</sup>. Après les campagnes de sensibilisation entre janvier et juin 2019, comme le témoigne le commandant régiment 3304, ce dernier reçoit les appels anonymes des membres des communautés qui sont prêts à remettre leurs armes détenues illégalement mais ils craignent pour leurs sécurités car les procédures de la remise ne sont pas bien définies par les autorités. Il confirme avoir récupéré 6 armés à Mulenge grâce à la collaboration avec les membres des CLSP Lemera, les UCS de Lemera et Kigoma mais aussi à travers les groupes consultatifs. A l'exemple d'une maman à Bijojo qui, à travers une tribune d'expression organisée par le projet, avait dénoncé son propre fils détenant une arme illégalement pour leur protection mais plaidant ainsi aux FARDC de ne pas l'arrêter, chose faite car l'arme a été remise au commandant régiment présent lors de l'activité. Selon cette femme, elle était convaincue par les autorités et les membres de la société civile qui ont fait des présentations dans la tribune d'expression.

<b>Tableau 5 : # des campagnes de sensibilisation sur la détention illégale d'armes</b>				
	<b>Janvier – Juin 2018</b>	<b>Juillet – Dec 2018</b>	<b>Jan – Juin 2019</b>	<b>Juillet – Décembre 2019</b>
# des campagnes		4 campagnes sur la détention illégale d'armes	1 campagne de sensibilisation de 540 séances de sensibilisation et 4 tribunes d'expression	1 campagne de 9 séances campagne et 2 tribunes d'expression
Cible	Groupes armés Bede, Mazimano, Ngumino, Ebuela	Groupes armés de Kihebe, Kijangala, Bede, Mwenyemali.	Groupes armés Mai Mai Kihebe et Mai Mai Yakutumba.	Groupes armés Kivuwe, Kapapa, Buhirwa et Cobra
Location	Groupements de Kigoma et de Lemera	Plusieurs groupements dans les Hauts-Plateaux	Groupements de Kigoma et Lemera à Bijojo, Mulenge, Nyamutiri et Lemera centre	Kigoma et Lemera à Bijojo, Mulenge, Nyamutiri et Lemera centre

#### **Défis et mesures de mitigation**

Il y avait plusieurs défis dans la mise en œuvre de ces activités sensibles sous objectif 3. C'était difficile d'adresser la question sensible de la présence des groupes armés étrangères dans la zone ; les connexions sous-régionales et internationales n'ont pu pas être adressées dans le mandat de ce projet (même si le projet a fait des analyses qui ont pris en compte les dimensions régionales). L'existence du pouvoir coutumier parallèle dans les trois chefferies ont rendu difficile l'organisation des activités. Néanmoins, étant donné que c'est une question qui ne trouve pas de solution auprès des autorités compétentes, pour

<sup>76</sup> Indicateur 3.3.1.c # d'émissions radio sur les avancées du programme DDR/DDRR

<sup>77</sup> Indicateur 3.3.1.d # des campagnes de sensibilisation sur la détention illégale d'armes

les activités dans lesquelles ces autorités ont l'obligation d'intervenir, le consortium Tujenge Pamoja invitait les deux autorités pour prendre part à l'activité. Certains leaders communautaires ont été instrumentalisés par des gens inconnues envers les groupes armés à résister à l'appel de démobilisation volontaire. Des messages d'encouragements ont été diffusés par la radio après des visites de sensibilisation menées par l'UCS qui cherchaient à identifier des groupes qui sont prêts à être démobilisés et d'informer des autres groupes opposants pour les déstabiliser. Pour mitiger contre ces défis, l'UCS et les partenaires de mise en œuvre ont continué à faire une analyse régulière du contexte pour mieux comprendre les dynamiques entre les groupes armés et les tireurs des ficelles derrière eux afin d'identifier le spoiler. Le consortium a aussi demandé l'assistance de MONUSCO et STAREC d'aider avec cette analyse.

Le manque de volonté de négocier avec groupes armés dans notre zone d'intervention au moins sous l'ancien gouvernement, et puis le changement de gouvernement qui a fait que le projet était obligé de réengager des institutions pour protéger l'espace de mener ces activités sensibles. Le fait qu'il n'y a pas - au moment de la rédaction de ce rapport- de nouvelle stratégie et programme DDR au niveau du gouvernement a aussi bloqué des avancements dans le projet – les combattants demandent comment ils seront pris en charge s'ils quittent la brousse. Sans cette stratégie les USC risquent d'être exposés à des risques inutiles (suscitant des attentes si la politique n'est pas prête). En outre, il y avait un besoin évident d'un DDR communautaire (DDR-C) qui a été discuté dans le forum interprovincial sur la paix et la stabilité (que le projet a appuyé) en 2018 et même si la commission interprovinciale serait très importante, elle a été détournée par la politique et aujourd'hui son rôle et sa responsabilité n'est pas clair. Le projet a coorganisé un atelier sur DDR-C avec l'Ambassade Suisse et ses partenaires comme APC, SSU, DDR et d'autres organisations qui interviennent dans la thématique pour tirer des leçons des projets en cours et faire des recommandations concernant le DDR-C. Au minimum 250 combattants rencontrés par les UCS pendant la durée du projet ont dit qu'ils sont prêts à sortir s'il y a un processus de DDR-C en place. Les CLSP n'ayant pas un fonds alloué pour la tenue de ces activités (fora des groupements et les sensibilisations des groupes armés par les UCS). Pour mitiger, le projet a sensibilisé les chefs des chefferies pour qu'il prenne une décision administrative portant création des fonds pour l'opérationnalisation du CLSP (à partir des fonds de rétrocession) et, en collaboration avec CORDAID, les partenaires ADAPAE avait mené un plaidoyer pour que l'autorité provinciale publie un arrêté portant fonds du CLSP.

#### **Coordination**

Le projet a coordonné avec le département des Affaires Civiles et DDR de la MONUSCO à Bukavu et Uvira, l'administration territoriale, la PNC et les FARDC pour les activités de désengagement des groupes armés. Quand un combattant veut se désengager d'un groupe armé, les UCS (à travers les leaders communautaires et les autorités qui sont représentés dans la structure) rentrent en contact avec TPO, le département de DDR de la MONUSCO Uvira et le FARDC pour suivre le processus de démobilisation.

Cependant, on note que dans les projets de l'avenir, cette coordination doit être renforcée plus. A cause d'un manque de communication de la part de la MONUSCO après que ces éléments ont commencé le processus de DDR, il était difficile à suivre le progrès de ces ex-combattants et confirmer s'ils/comment ont été réintégré dans la communauté. C'était alors difficile de faire le lien concrètement entre le pilier sur la gouvernance sécuritaire et le réinsertion et cohésion social (pilier 4), et réinsérer les ex-combattants dans les filières économiques établies par les coopératives appuyées par le projet.

#### **Encrage institutionnel**

Au niveau provincial, une collaboration entre le consortium et le coordinateur de la cellule civilo-militaire de la 33 -ème région militaire, la section droit de l'homme de la MONUSCO d'Uvira et la PNC était établie dans le souci d'avancer une réflexion dans le sens d'une démobilisation communautaire et de renforcer la confiance entre la population et les services de sécurité. Entre le 18 et 29 mars 2019, des ateliers ont été organisés à Uvira et dans la plaine de la Ruzizi entre les services sécuritaires et les membres des communautés pour élaborer une base pour les plans d'action sécuritaire qui ont été élaborés. Les officiers de la PNC, les officiers des FARDC, les membres du conseil de sécurité ont participé à cette activité, avec les leaders communautaires, les membres du CLSP, des représentantes femmes, les membres de la société civile et les représentants des jeunes. L'identification des pistes de plan avec les communautés ont renforcé la confiance entre les communautés et les autorités.

Ces plans locaux de sécurité ont été restitués et validés aux niveaux local, territorial et provincial mais par manque des fonds additionnels, les activités urgentes de ces plans d'actions n'ont pas été réalisées, par les chefferies qui attendaient un appui de la part des partenaires mais aussi de la part du gouvernement provincial. Ces plans constituent une banque des données qui permettra aux autorités et intervenant de la zone de s'en inspirer en cas des besoins.

### Questions de genre

Le projet a noté une forte participation de certaines femmes membres des UCS et des forums du groupement, dans les activités de démobilisation<sup>78</sup> et le plaidoyer. Les femmes membres d'UCS travaillent clandestinement avec les épouses des hommes armés, des femmes associées aux groupes armés ainsi que leurs dépendant pour sensibiliser et persuader les groupes armés à se désengager. En juin 2019, les femmes membres de forum de groupement ont expliqué qu'elles se sentent plus à l'aise à circuler les soirs à Lemera et Kigoma, chose qu'elles ont considéré « impossible » avant le projet<sup>79</sup>. A Kigoma, les femmes allaient puiser de l'eau dans une zone qui était sous le contrôle d'un groupe armé qui les intimidait. Une des femmes membre d'UCS a affronté le leader « *Je suis votre maman et nous n'avons rien contre vos intérêts. Nous sommes dans la communauté et nous avons besoin de nous déplacer librement. Si vous avez des mécontentements contre le pouvoir il faut vous adresser aux personnes indiquées mais pas menacer la population qui n'a rien à faire avec vos intérêts.* » Le jeune combattant a été persuadé de se désengager.

### Leçons apprises

Les UCS constitue un acteur important dans le désengagement des groupes armés. Si les autorités congolaises accompagnent les membres des communautés dans le désengagement des groupes armés à travers les structures communautaires des USC, le projet peut avoir plus de résultats dans les désengagements des groupes armés car ces derniers ont plus de confiance aux membres de ces structures que dans les forces et services de sécurité.

S'agissant du DDR, on a aussi étudié ensemble avec les membres des communautés la question de rendre le processus communautaire comme était demandé par plusieurs groupes armés qui ne voulaient pas aller à Kitona et Kamina. Ainsi ces certains éléments des groupes armés ont fait leurs processus à Luvungi avant d'être envoyés à Nyamunyuni et afin à Kitona. Les faits de ne pas respecter les engagements des groupes armés par les autorités militaires n'a pas permis une fluidité des éléments. Il est essentiel de maintenir une communication préalable, transparente, et claire avec toutes les parties prenantes et les bénéficiaires tout au long du processus pour éviter la manipulation de l'information mais aussi une récupération politique de certaines actions et messages. La participation active, la fluidité dans la communication avec les forces de sécurité de la RDC, les autorités coutumières couvrant les groupements de Kigoma et de Lemera, la MONUSCO, des autorités politico-administratives territoriales et provinciales ainsi que la cellule civil-militaire provinciale pourrait dissiper implicitement le malentendu sur le processus de désengagement des groupes armés conduit par les communautés au niveau local. Il est important de développer des mécanismes permettant de mener des contacts silencieux, informels...en faveur du processus de désengagement tout en organisant des comités locaux à travers lesquels on peut mener des contacts avec les groupes locaux.

Vers la fin du projet, pendant la période quand il y avait un renouvellement des affrontements entre des groupes armés, un nombre important des effectifs des groupes armés opérationnels à Lemera et Kigoma ont été envoyés à rejoindre les affrontements dans les hauts plateaux<sup>80</sup>. Grâce aux analyses régulières de contexte, les UCS ont observé ce changement graduellement au courant des mois suivants et ont prévu le changement du contexte ; en réponse ils ont augmenté les nombres des séances pour encourager des effectifs à se désolidariser avant qu'ils aient été envoyés dans les hauts plateaux. Les UCS continuent de faire des analyses pour comprendre les dynamiques au sein de ces groupes pour identifier des opportunités/stratégies qui peuvent les encourager à se démobiliser.

<sup>78</sup> Par exemple, c'était la présidente d'UCS Kala qui a négocié les termes de démobilisation d'effectifs du groupe Yakutumba en juin 2019

<sup>79</sup> Observé pendant la visite de suivi menée par les bailleurs qui contribuent au FCS en juin 2019

<sup>80</sup> Les chiffres exacts ne sont pas connus mais à travers les séances de sensibilisation et les enquêtes personnelles menées par les membres des UCS on constate ce développement dans le contexte ; visite de suivi juin 2019

### Histoires de succès

En date du 06.06.2019 à Kavinvira, un élément d'un sous-groupe armé de Yakutumba commandé par le commandant Kisiga opérant dans les hauts plateaux d'Uvira s'est désengagé avec une arme AK 47, N° 34084 avec 11 cartouches. Depuis 2015, il a été dans le groupe comme un militaire de rang et a participé dans plusieurs opérations menées par la coalition des groupes armés Mai Mai contre le groupe armé Gumino. Il se souciait de rentrer dans la communauté pour s'occuper de sa famille. Il a suivi les échos des activités de la briqueterie et d'autres filières qui encadrent les ex-combattant démobilisés à travers les séances de sensibilisations faites par les membres de UCS Kala. Il est entré en contact avec un pasteur qui a lui donné le numéro d'un membre de UCS qui est aussi le représentant de la filière briqueterie a Kala. Craignant pour sa propre sécurité et avec comme risque d'être enrôlé dans l'armée par force par les FARDC, ce dernier a exigé à la présidente de l'UCS de lui remettre à la MONUSCO. Alert a organisé une réunion d'urgence avec DDR MONUSCO, qui il a lui expliqué qu'il sera gardé dans un centre sous la gestion de la MONUSCO pendant un mois.

## Objectif Spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée

### Résultat 4.1 – Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assuré

Etat



Au début du projet, 68% des jeunes ont rapporté qu'ils cherchent un emploi ou compte de chercher un emploi dans l'avenir. Aujourd'hui, grâce au projet, 860 bénéficiaires dont 680 jeunes<sup>81</sup> à risques<sup>82</sup> et 180 démobilisés et personnes à risque<sup>83</sup> de Kala et Kagando<sup>84</sup> (ajouté sur demande de la MONUSCO pour suivre un projet de CVR dans lequel ils ont participé) ont bénéficié des activités des 16 AVECs et kits de réinsertion<sup>85</sup> (200 kits individuelles et 8 kits collectifs pour chaque filière<sup>86</sup>). Pendant les derniers six mois, à la suite du dialogue et l'intensification des affrontements dans la zone, 200 jeunes additionnels ont été ajouté aux activités à Bijombo. Pour assurer que ces jeunes vont bénéficier d'un accompagnement durable qui continuera même après la fin du Tujenge, nous avons ciblés les jeunes du projet *Construisons Une Avenir Meilleur*<sup>87</sup>.

L'appui aux jeunes a été holistique : le projet a premièrement renforcé leur confiance à travers les cours d'alphabétisation et sur le leadership. Grâce aux AVECs, coopératives et aux activités HIMO, les jeunes ont épargné et ont contribué au développement de leurs communautés. Ces activités ont amené les jeunes des différentes communautés ensemble, a renforcé leur confiance mutuelle. 480 jeunes non instruits<sup>88</sup> et 180

<sup>81</sup> 272 jeunes femmes, 408 jeunes hommes

<sup>82</sup> Les bénéficiaires ont été identifiés selon critères bien définis notamment être issus des communautés en conflit dans la zone du projet, être démobilisés, entre 18 et 30 ans pour les jeunes à risques, être désœuvré/vulnérable donc à risque de rejoindre des groupes armés ... Ils ont œuvré sur les sites projet suivants : la Chefferie de la Plaine de la Ruzizi : Kabunambo, Luberizi, Kakamba et Kagando/Kala ; la Chefferie de Bavira : Bijombo, Uvira centre ; la Chefferie des Bafuliiru: Kigoma et Lemera ; Secteur d'Itombwe; Basimukindji, Basimunyaka, cité de Kamanyola. Ils sont issus généralement de huit ethnies différentes à savoir: Barundi, Banyamulenge, Bavira, Barega, Bashi, Bafuliiru Banyindu, Babembe

<sup>83</sup> 85 jeunes femmes, 95 jeunes hommes

<sup>84</sup> Indicateur 4.1.c # des jeunes vulnérables (à risque) réinsérer, selon des critères établis par Alert avec les partenaires et les communautés locaux.

<sup>85</sup> Indicateur 4.1.e # de jeunes ayant bénéficiés d'une activité de réinsertion socioéconomique

<sup>86</sup> A Kakamba et Kabunambo, où nous avons mis en place deux réseaux des AVECs ; les AVECs ont été dotés avec des kits collectifs qui sont : une chèvrerie de 14 chèvres à Kakamba et une paire de vaches à Kabunambo. 120 jeunes au total ont bénéficié (48 femmes et 72 hommes). Avec les kits individuels, les membres peuvent traiter les besoins immédiats (par exemples plusieurs membres ont utilisé le profit qu'ils ont gagné pour payer les frais scolaires de leurs enfants) et ils ont plus à épargner et investir dans l'AVEC

<sup>87</sup> Financé par UNPBF et qui sera opérationnelle dans la même zone jusqu'au fin décembre 2020

<sup>88</sup> 192 jeunes femmes, 288 jeunes hommes

bénéficiaires de Kala<sup>89</sup> ont été formés en entrepreneuriat et accompagnés selon les filières retenues dans leurs sites respectifs<sup>90</sup>.

#### Produit 4.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique

440 jeunes<sup>91</sup> ont bénéficié des activités de counseling<sup>92</sup> et ont fini le cycle de leur apprentissage dans les 12 centres d’alphabétisation du projet<sup>93</sup>. Cela leur a été bénéfique pour la bonne réalisation de leurs activités génératrices des revenus, le calcul des charges et autres revenus au sein de leurs foyers, le bon comptage au sein des AVECs, la lecture au sein de leurs églises, etc.<sup>94</sup> Les cours dans les deux centres d’Itombwe ont été interrompus pour un mois et 40 jeunes n’ont pas pu terminer leur cycle suite à l’insécurité connue et le déplacement des cibles. 131 parmi ces jeunes non-instruits<sup>95</sup> et 61 personnes démobilisés<sup>96</sup> à Kala ont participé aux activités de champs écoles-paysans créés<sup>97</sup>. La cohésion sociale entre ces jeunes, qui se sont jadis affronté violemment a été renforcé par 7 activités sportives qui ont été organisées dans le projet<sup>98</sup>. Les jeunes ont montré un exemple des avantages de la coopération pacifique aux autres membres de la communauté qui ont été aussi impliqués dans ces activités<sup>99</sup>. A Kabunambo par exemple, les jeunes Barundi et Bafuliiru ont constitué une équipe de foot mixte pour s’affronter dans le fairplay<sup>100</sup>.

Axe	Kilomètres réhabilités	Date de réalisation	# des jeunes impliqués	Montant totale ils ont gagné
Kabunambo	16km	Décembre 2018 à février 2019	30 (12 femmes, 18 hommes)	7 500 USD
Kakamba	9km	Décembre 2018 à février 2019	30 jeunes (12 femmes, 18 hommes)	7 500 USD
Lemera- axe Rubanga - Butole	10km	05 Mai - 21 juin 2019	42 jeunes (16 femmes, 26 hommes)	3 634 USD
Kigoma- axe Katobo - Marungu	43 km	18 février - 31 mars 2019	60 jeunes (24 femmes, 36 hommes)	11 700 USD
Axe Runingu Katobo	44 km	02 janvier - 17 février 2019	60 jeunes (24 femmes, 36 hommes)	11 700 USD
Rubanga – Kidote	7km	05 mai - 29 juin 2018	42 jeunes (16 femmes, 26 hommes)	10 902 USD
Rubanga – Leza	10km	07 janvier 2019 - 03 juin 2019	40 jeunes (16 femmes, 24 hommes)	

<sup>89</sup> 95 hommes et 85 femmes

<sup>90</sup> Indicateur 4.1.d # de jeunes formés selon les filières ;

<sup>91</sup> 176 jeunes femmes et 264 jeunes hommes

<sup>92</sup> Indicateur 4.1.2.a # de personnes qui bénéficient de l’appui psycho social et counseling

<sup>93</sup> Une séance se tenait par semaine et par centre

<sup>94</sup> Indicateur 4.1.1.a # de personnes alphabétisées et qui finissent le cycle

<sup>95</sup> 52 jeunes femmes et 78 jeunes hommes

<sup>96</sup> 43 hommes et 18 femmes

<sup>97</sup> Indicateur 4.1.1.b # de jeunes participants aux activités de champs écoles-paysans créés

<sup>98</sup> Indicateur 4.1.1.c # d’activités sportives organisées et réussies en faveur des jeunes à risques

<sup>99</sup> Les activités sportives et culturelles ont été organisé avec les autorités locales, les chefs de chefferies, la PNC, les FARDC, et les autorités étatiques

<sup>100</sup> Rapport trimestriel APDIK juin 2019

Luberizi	2km	07 janvier 2019 - 03 Juin 2019	25 jeunes (12 femmes, 13 hommes)	
<b>Total</b>	<b>141 km</b>		<b>329 jeunes (132 femmes, 197 hommes)</b>	<b>52 936 USD</b>

<b>Résultat 4.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés</b>	<b>Etat</b> 
--	-----------------

Au début du projet, la confiance entre les jeunes ciblés dans le projet et les autres jeunes, et autres membres de la communauté était à un niveau très bas. Selon les jeunes membres des AVECs de Kakamba et Kabunambo, certains parmi ceux qui ont mené des actes criminels dans la Plaine avant le projet (par exemple des braquages des véhicules, des enlèvements) sont parvenus à établir leurs propres petites commerce (business), comme par exemple un bar, un restaurant et une chèvrerie. Les jeunes ont expliqué que les mêmes membres de la communauté qui ont été méfiants vis-à-vis des AVECs au début du projet demandent aujourd’hui d’être membres de ces AVECs et que les jeunes les montrent comment ils peuvent établir leurs propres busines. Cela a donné une certaine reconnaissance et crédibilité des jeunes auprès des autres membres de leurs communautés qui déclarent aujourd’hui d’être plus prêts à refuser des appels à la violence par des chefs ou leaders communautaires parce qu’ils peuvent voir comment le travail d’ensemble (intercommunautaire) peut donner plus des résultats et plus de la stabilité.

#### Produit 4.2.1 – Confiance intra et inter communautaire accrue

44 groupes de dialogue inclusifs ont été mis en place<sup>101</sup> pendant le projet, qui ont permis à 680 jeunes (288 jeunes hommes et 192 jeunes femmes) d’échanger et dialoguer sur les thèmes de genre, de la gouvernance et de la cohabitation pacifique. Les 44 groupes de dialogue œuvrent à travers les AVECs mises en place. 1248 séances de discussion sur les thèmes de genre, leadership et cohabitions pacifique ont été organisé entre décembre 2017 et décembre 2019<sup>102</sup>.

Tableau 7 : groupes de dialogue des jeunes					
Nom de groupe	Site	# des membres		Groupes ethniques	Thèmes discutés entre janvier et juin 2019
		H	F		
Tuache ubaguzi	Muhanga/ Katobo	9	6	Banyamulenge Babembe Bafuliiru	Cohabitation pacifique; entrepreneuriat; scolarisations de la jeune fille; mariage forcé et précoce; implication de la femme à la gestion de biens au niveau de foyer; lutte contre la drogue
Tupendane	Kitembe/ Marungu	7	8	Bafuliiru Banyamulenge Banyindu Shi	
Tuongane	Rudufu/ Masango	6	9	Bafuliiru Banyamulenge Banyindu	
Umoja ni nguvu	Nyakirango/ Bijombo	7	8	Banyamulenge Banyindu Bafuliiru	

<sup>101</sup> Indicateur 4.2.1.a # de groupes de dialogues inclusifs sur le genre, la gouvernance et la cohabitation pacifique mis en place

<sup>102</sup> Indicateur 4.2.1.b # de séance de discussions sur le genre, la gouvernance et la cohabitation pacifique tenues par les groupes de dialogues



Maendeleo	Basimuniaka	8	12	Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu et Babembe	Genre, Leadership cohésif, transformation pacifique des conflits, sociothérapie
Iterambere	Basimukindji I	8	12	Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu et Babembe	
Umoja	Lemera	8	12	Bafuliru, Bambuti	
Luberizi		10	5	Bembe, Bambuti Fuliiru Banyamulenge Barundi	Sensibilisation des groupes de dialogue sur l'héritage d'une fille ou d'une femme chez les Bafuliiru; problème de la pauvreté dans certaines familles; conflits opposant différentes tribus dans la plaine de la Ruzizi; conflits fonciers; disputes ou conflits opposant les éleveurs aux agriculteurs; considération de la femme dans la société
Kamanyola		12	3	Bembe Shi Fuliiru Banyamulenge Lega	Comment devenir leader dans son milieu; conflits opposant différentes tribus; comment se prendre en charge en tant que jeunes; problèmes du manque d'emplois
Lemera		21	9	Bembe Shi Fuliiru Banyamulenge	Considération de la femme dans la société; le non-respect de l'alimentation; non à la discrimination ethnique; conflits opposant différentes tribus; violences faites à la femme dans nos milieux
<b>TOTAL</b>		<b>96</b>	<b>84</b>		

44 AVECs<sup>103</sup> ont été mises en place au profit des jeunes non instruits. Les AVECs sont moins formelles et les barrières d'entrée sont beaucoup plus réduites en comparaison avec les coopératives donc ils sont plus appropriés pour les jeunes non-instruits qui trouvent plus des défis de chercher des revenus pour les cotations hebdomadaires. Les jeunes utilisent les AVECs pour dialoguer, sensibiliser les autres jeunes à éviter l'instrumentalisation ethnique des aînés violents, gagner l'argent, et susciter le rapprochement inter communautaire entre les ethnies en conflit. Pour renforcer les mécanismes d'appui et durabilité entre les AVECs le projet a mis en place 2 réseaux des AVEC : un à Kakamba et un à Kabunambo, y compris 120 jeunes<sup>104</sup>. Depuis l'installation de ces réseaux, les jeunes ont décidé de former des groupes qui font des patrouilles mixtes (communautés mixtes) et qui partagent d'information sécuritaire avec les services étatiques (FARDC, PNC etc.).

440 jeunes instruits<sup>105</sup> ont suivi une série de formations sur le leadership cohésif et la gestion des coopératives<sup>106</sup> qui leur a ouvert la porte pour mener à bon port leurs activités économiques dans les filières économiques. 10 projets pilotes<sup>107</sup> de relance économique ont été appuyés par le projet, inspirés par 3 visites

<sup>103</sup> Indicateur 4.2.2.b # de groupes d'intérêt économique formés

<sup>104</sup> 48 femmes, 72 hommes

<sup>105</sup> 80 jeune femmes, 120 jeune hommes ; 180 membres des groupes de dialogue et 20 jeunes additionnelles qui ont été impliqués dans les groupes au début mais qui ont quitté ces groupes au cours du projet

<sup>106</sup> Indicateur 4.2.2.a # de jeunes formés sur le leadership cohésif et la gestion

<sup>107</sup> Indicateur 4.2.2.c # de projet pilote de relance économique appuyés par le projet

d'échange au Burundi, Rwanda et Tanzanie en entrepreneuriat entre les différents jeunes de la zone<sup>108</sup>. Ces jeunes sont aussi membres des groupes de dialogue (approche holistique – ils ont été impliqués dans les activités de dialogue et économiques au même moment). Ces visites ont permis aux jeunes de renforcer davantage leurs connaissances des gestions en leadership cohésif et gestion d'entreprise et a renforcé la confiance intra et intercommunautaire entre les participants comme ils ont été présenté comme une délégation combinée de la RDC, des communautés diverses. Aujourd'hui ils ne regardent plus leurs différences ethniques mais plutôt ce qui les unit à savoir leurs activités. Ces projets et leur localisation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

N°	Filières	Localisation	Structure de gestion
1	Restauration (inclus la transformation des fruits en jus)	Uvira centre	COODUVIRA
2	Elevage des poules	Kamanyola	COODEKAM
3	Production et transformation de riz et transformation de Lait	Bwegera	COODEB
4	Achat et transformation-commercialisation des maïs et manioc	Kabunambo	COODEKAB
5	Production et transformation de riz	Luberizi	COODELU
6	Cultures maraichères (choux, oignon, amarante), transformation de pomme de terre en Chipsy et Sambusa et achat-transformation-commercialisation des maïs et manioc (2 moulins)	Kigoma	COODEKI
7	Achat-transformation-commercialisation des maïs (2 moulins) et Transformation des pommes de terre en Chipsy et Sambusa	Bijombo	COODEBI
8	Cultures maraichères (Tomate, oignon, aubergine, Choux, amarante), pharmacie vétérinaire et vente des produits manufacturés	Itombwe	COODIT
9	Centre informatique, Cybercafé/Internet et Elevage de poules	Lemera	COODEL
10	Elevage de poules, Elevage de porcs, Cultures maraichères (amarantes, oignons etc.), cultures de riz, 2 briqueteries, mécanique moto et coupe et couture	Kagando	COODEKA

9 rencontres ont été organisées entre les jeunes instruits qui ont bénéficiés des projets pilotes, le pouvoir public et le secteur privé<sup>109</sup>. Ces échanges ont été focalisées sur comment le pouvoir public peut appuyer le suivi des filières après la fin du projet. A Kala, par exemple, il y avait des rencontres avec le bureau de Plan, l'Administrateur du Territoire et le Mairie pour assurer que les statuts des coopératives ont été bien compris et signés.

Dans les derniers mois du projet, les affrontements ont été repris dans les hauts plateaux et les intercommunautaires ont augmenté, qui a mis les jeunes vulnérables de la zone à risque d'être (re)recrutés par des groupes armés. Pour renforcer la cohésion sociale entre ces jeunes et alors minimiser le risque qu'ils ont été recrutés, le projet a organisé une restitution du de deux jours début octobre du dialogue intercommunautaire d'Uvira tenu en juin 2019. Comme une activité imprévue, et avec des ressources limités, l'activité s'est focalisée a Bijombo pour deux raisons – 1) Bijombo a été le focus du dialogue au début du process et beaucoup des discussions autour le gestion du pouvoir pendant le dialogue ont été focalisé sur Bijombo ; 2) début octobre la plupart des affrontements ont eu lieux a Minembwe, et n'ont pas déjà touchés Bijombo (même si ça a suivi rapidement après). Alors c'était plus logique comme une activité de prévention de focaliser sur Bijombo. Au totale 375 jeunes, chefs des groupements, leaders féminins et notables ont

<sup>108</sup> Indicateur 4.2.2.e # de visite d'échange organisées dans la sous-région

<sup>109</sup> Indicateur 4.2.2.d # de rencontres organisées par le cadre d'échange d'expérience entre les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé

participé dans une restitution Parmi ces participants, 69 jeunes des 5 villages qui ont été choisis pour participer dans une table ronde ou des mini-projets focalisés sur la vulgarisation du plan d'action du dialogue, d'essayer de persuader les jeunes à risque de recrutement par des groupes armés de rester dans la communauté et le renforcement de cohésion social ont été sélectionnés. Ce processus a été facilité par le partenaire CARITAS (considéré comme partie « neutre » à Bijombo, chose qui était importante pour tenir compte des sensibilités du contexte et surtout que c'était pendant une période de tensions intercommunautaires. Les initiatives sélectionnées et mises en place dans le mois d'octobre 2019 sont documentées ci-dessous :

<b>Tableau 9 : Initiatives sortis du dialogue entre jeunes à Bijombo</b>		
<b>Village</b>	<b>Initiatives mis en œuvre</b>	<b># des bénéficiaires</b>
Masongo	Dialogue avec des autorités sur les problèmes vécus par les jeunes de Bijombo ; sensibilisation des jeunes et formation des ambassadeurs de paix	40 jeunes bénéficiaires directes
Mukumba	Relance socio-économique et cohésion sociale – jeunes des communautés mixtes vendent du sucre	40 jeunes bénéficiaires directes
Makambi	Organiser des rencontres sportives et culturelles (6 équipes de football des jeunes des communautés mixtes ; danses traditionnelles après le match)	40 jeunes bénéficiaires directes
Lupango	Fédération sportive entre les jeunes pour rapprochement sociale (entre les jeunes de 5 villages alentours, 7 équipes du foot mobilisés, matches hebdomadaire)	40 jeunes bénéficiaires directes
Katanga/ Mbundamo	Dialogue entre les jeunes pour la recherche de la paix (rencontres intercommunautaires à discuter les recommandations dans le plan d'action, surtout le désenclavement et comment on peut renforcer la confiance avec les services sécuritaires) ; rencontres réalisées avec les chefs locaux et campagnes de sensibilisation conjointe mené avec les autorités auprès des communautés pour renforcer leur confiance dans les services sécuritaires	40 jeunes bénéficiaires directes

#### **Défis et mesures de mitigation**

Le genre des activités mis en œuvre sous cet objectif demande un accompagnement plus long terme pour assurer leur durabilité. Les activités ciblent les groupes particulièrement fragiles. Plusieurs personnes démobilisées à Kala sont fortement traumatisées par leurs expériences et ont besoin d'un appui psychosociale professionnel. Le projet n'était pas aux mesures d'offrir cet appui comme ce groupe a été ajouté après le début de mise en œuvre (c'était initialement un projet MONUSCO/CVR) et les ressources allouées étaient limitées. Le projet a constaté une faible appropriation des activités économiques notamment les responsables de la filière poulailler et porches à la COODEKA, manifestés par les luttes de leadership au sein de la coopérative. C'est ainsi qu'en mars 2019, Alert en collaboration avec le cadre d'échange a organisé une assemblée générale au profit de tous les membres de la COODEKA pour expliquer davantage le fonctionnement d'une coopérative, et le respect des structures établies par voie électorale. Il y a eu production de l'acte constitutif de la COODEKA signé par toutes les parties prenantes, ce qui a conduit à la légalisation des statuts et règlement d'ordre intérieur de ladite coopérative.

#### **Coordination**

Les partenaires du pilier 4 ont assuré la coordination à travers des réunions pour échanger sur les méthodologies utilisées dans chaque zone, ont identifié des défis communs et ont apportés leurs expériences respectives pour surmonter ces défis. En certaines occasions, ils ont aussi impliqué le partenaires SOFAD qui est aussi basé à Uvira comme beaucoup des partenaires. Dans certaines instances, cette coordination a aussi pris la forme d'un échange/ participation dans les activités des autres partenaires. Dans les derniers 6 mois, le formateur d'APDIK a accompagné une mission a Bijombo pour appuyer le formateur de Groupe Milima et partager les méthodologies pour la formation des nouveaux AVECs. Cette coordination a assuré un certain standard/qualité des approches/méthodologies utilisés.

Les partenaires sont aussi coordonnés avec les partenaires des autres piliers – comme pilier 3 et 1. Par exemple, en Octobre 2019, CARITAS a effectué une visite à Bijombo pour organiser une séance des restitutions sur le plan d’action du dialogue intercommunautaire d’Uvira, pour compléter la faiblesse d’impliquer plus des jeunes dans le dialogue. Les jeunes à Bijombo ont élaboré des initiatives pour sensibiliser des autres jeunes sur le processus du dialogue et les dissuader de rejoindre des groupes armés pendant une période tendue.

Au cours du projet, le consortium a aussi eu plusieurs réunions avec GIZ et ZOA, par exemple pour harmoniser sur les cibles des différentes initiatives économiques et assurer que les autres projets qui sont arrivés après Tujenge ont rempli aux gaps dans nos activités d’objectif 4.

#### **Encrage institutionnel**

Le projet a mis en place un cadre d’échange des acteurs étatiques<sup>110</sup> à suivre les filières, les renforcer d’être plus rentables et à débloquent des situations qui risquent de fragiliser les acquis. Le cadre d’échange était très actif tout au long du projet ; ils ont rendu des visites de suivi aux filières et ont appuyé les comités de résoudre des questions liées au gestion des finances, renforcement de cohésion et confiance entre les membres, et les conseiller sur les matières de la loi. Après la fin du projet, le cadre d’échange a joué un grand rôle en appuyant les coopératives à négocier avec des bailleurs/chefs qui veulent profiter personnellement des filières et le fait que le consortium n’est pas là pour les défendre. Cependant il y a une question sur la mesure dans laquelle le cadre sera capable de continuer de suivre ces activités après la fin du projet ; pour le moment, ils profitent des visites aux autres projets en cours - mais ces projets ne couvrent pas tous les zones ciblées par Tujenge, et ils vont aussi prendre leurs fins à un certain moment. Ça doit être un point de plaidoyer auprès le gouvernement territorial.

#### **Questions de genre**

Tout au long du projet, le consortium a renforcé le rôle des jeunes femmes dans la gestion des coopératives et des AVECs. Les séances de sensibilisation ont été organisées pour expliquer aux membres des AVECs et coopératives l’importance de l’inclusivité et des séances spécifiques ont été organisées au profit des femmes afin qu’elles puissent avoir la confiance en elles dans la gestion des dites coopératives. Ainsi, lors des élections des conseils d’administration et des comités de gestion des différentes coopératives, les femmes ont postulé et ont été élues à des postes de responsabilités à côté des hommes. Au moins 30% des jeunes femmes siègent dans les conseils d’administration de toutes les coopératives et deux coopératives sur les 10 sont dirigées par les présidentes femmes élues. Le projet a encouragé la participation des femmes à travailler avec les femmes leaders dans les communautés afin d’inspirer aux jeunes femmes l’importance de s’impliquer dans le processus de prise des décisions. À Kala, Madame Dorcas Ndamuso a joué un rôle catalyseur dans la bonne marche des activités de la COODEKA ; elle est aussi active dans les autres piliers du projet comme gérante d’une UCS. En outre, d’autres femmes bénéficiaires du projet, ont participé dans les activités d’alphabétisation et HIMO (40%).

#### **Leçons apprises**

En août 2019, le Ministre du Plan au niveau provincial a mis le projet en contact avec l’Agence Environnemental de l’État qui a souligné la potentialité des problèmes de dégradation environnemental causé par les activités de filière briqueterie de coopérative COODEKA à Kala. Après une visite au site, l’Agence a constaté que la briqueterie doit trouver un autre endroit où ils peuvent récolter le sol nécessaire pour la fabrication des briques. Avec les agents de l’Agence Environnemental, le projet a organisé des discussions avec les membres de la coopérative pour élaborer une stratégie de minimiser le niveau de dégradation et a mis en place un programme de reboisement, en impliquant tous les membres de filière. Entre temps le comité de gestion de la filière a mené des visites pour trouver un autre site où ils peuvent continuer la briqueterie, mais aussi sont en discussion avec certains autres filières, notamment la filière riz paddy et culture maraichère, pour diversifier la filière. La leçon apprise ici est de prendre plus des temps au début du projet – pendant une phase de lancement – pour mener des enquêtes solides sur la durabilité des filières, et considérer la durabilité environnementale parmi les critères qui sont considérés.

Il y avait beaucoup des leçons apprises aussi basé sur l’expérience de travail à Kala. Les activités ont été intégrées après le début du projet ; ils ont cadré bien avec les objectifs du projet et le travail avec les

<sup>110</sup> Les membres de cadre d’échange y compris Plan, agriculteurs, développement rural et division de l’affaire sociale

démobilisés a ajouté une valeur en faisant le lien entre les piliers 3 et 4. Cependant, les moyens financiers et de ressources humaines n'étaient pas suffisant pour faire un bon suivi et accompagnement de ces activités (il n'était pas prévu de reprendre cette activité mais elle s'est présentée comme importante et on nous a demandé de la suivre). Les bénéficiaires sont des gens avec un niveau très élevé de trauma qui ont besoin des services que le projet n'était pas dans une position d'offrir – notamment des services psychosociaux. Les activités économiques proposés ont été trop ambitieuses pour le niveau de gestion et cohésion entre ce groupe des gens. C'est important que les autorités, la MONUSCO et les autres intervenants continuent d'appuyer ce groupe des personnes énormément vulnérables, et le projet a fait une contribution importante à leur stabilisation et la consolidation de la cohésion sociale entre eux sur lequel il faut battre. Prochainement, il faut commencer avec une analyse profonde des besoins économiques et psychosocial et d'élaborer des réponses appropriées.

#### **Histoires de succès**

NAMUFWA KAGE, un jeune âgé de 29 ans, de la communauté de Bafuliiru membre de l'AVEC TUGENGE PAMOJA de KAKAMBA, a fait partie d'un groupe mai-mai qui faisait des atrocités dans la Plaine de la Ruzizi. Dans un affrontement en Mars 2018, son grand frère (qui a fait partie du même groupe) a été abattu ; Kage s'est sauvé mais est resté perturbé par ce coût dure. Il a trouvé un contact du Président de la jeunesse de KAKAMBA, qui a commencé à l'initier pour abandonner la violence en lui montrant l'exemple des jeunes qui ont bénéficié de TUGENGE PAMOJA. Après plusieurs échanges, il a accepté de réintégrer la communauté mais dans des conditions déplorables de pauvreté. « *Je me suis retrouvé dans l'obligation de vivre en harmonie avec les autres jeunes issus des différentes communautés* », il dit. Après 6 mois des cotisations, il a pris un crédit de 100.000FC qu'il a injecté dans le commerce de la bière et qu'il a remboursé après 1 mois ; aujourd'hui il se trouve avec un capital qui lui permet d'avoir près de 50 caisses qu'il commercialise au profit de l'AVEC et il sensibilise ces autres frères de regagner la communauté.

## Objectif Spécifique 5 : Niveau VSBG réduit dans les zones prioritaires

<b>Résultat 5.1 – Prévalence des normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite</b>	<b>Etat</b>
	

Le genre était un pilier transversal pour le projet ; le projet a essayé d'aller plus loin que la participation simple des femmes dans des processus et appuyer des femmes leaders d'arriver à priser la barrière, à se sentir à l'aise, à s'exprimer librement même dans les analyses de contexte. Au début du projet, seulement 6% des femmes répondants à l'étude de base ont dit qu'elles ont une bonne connaissance du nouveau « Code de la Famille ». Selon l'évaluation finale, ce pourcentage a augmenté et se chiffre aujourd'hui à 24.78% <sup>111</sup>. Etant donné le degré du conservatisme et les niveaux élevés d'analphabétisme dans la zone de mise en œuvre – et spécifiquement dans les villages ruraux et isolés – cette augmentation représente un résultat important pour le projet. Afin de développer un environnement favorable à ce changement des normes sociales dans les communautés ciblées, le projet a aussi mené des campagnes de sensibilisation sur le nouveau Code de la famille au sein des institutions et groupes influents dans la société – y compris les églises, les écoles et les universités– ainsi que les sensibilisations publiques au niveau communautaire planifiées avec les leaders communautaires. Ces institutions sont bien connues et respectées par les communautés ciblées et facilitent un impact plus large étant donné qu'ils rassemblent des groupes larges et divers de la communauté. Grâce à cette approche d'accompagnement, le projet a réussi d'augmenter la confiance de ces leaders de continuer à mener les campagnes de sensibilisation eux-mêmes.

### Produit 5.1.1 – Connaissances, attitudes, perception sur les VSBG au sein des communautés cibles améliorées

Une étude CAP couplée par la RAP<sup>112</sup> a été menée dans la zone du projet en 2018 et a démontré que les us et coutumes font partie des pratiques qui continuent à discriminer les femmes dans la prise de décisions. Parmi les grandes recommandations, le rapport a mentionné :

1. Rétablir la sécurité et l'autorité de l'État dans les zones affectées par les conflits
2. Améliorer la qualité de la prestation des services aux victimes
3. Soutenir le système judiciaire et combattre l'impunité
4. Renforcer la sensibilisation, le dialogue communautaire et la réconciliation afin de consolider la paix et réduire les VBSG au sein des familles et des communautés
5. Application effective de la législation et des politiques en faveur de la promotion des droits des victimes et de l'égalité des sexes
6. Travailler avec les hommes pour la prévention des VBSG
7. Travailler avec les jeunes sur la prévention des VBSG
8. Lutter contre la pauvreté, le chômage et améliorer le pouvoir économique des femmes

Basé sur le RAP, SOFAD – avec le Ministre du Genre au niveau provincial - a élaboré trois activités spécifiques :

1. Renforcement des capacités des femmes dans le dialogue communautaire pour la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la Résolution 1325 ;
2. Renforcer et mettre en place des mécanismes communautaires de la Résolution 1325 ;
3. Appui financier aux initiatives de paix soutenues/gérées par les femmes.

10 campagnes de sensibilisation ont été organisées pour les communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG<sup>113</sup> :

<sup>111</sup> Indicateur 5.1.b % d'augmentation des femmes membres des communautés qui rapportent avoir une bonne connaissance du nouveau 'Code de la Famille' : 24.78% des femmes et 29.26% des hommes

<sup>112</sup> Indicateur 5.1.1.a # Etude CAP sur les mythes et stéréotypes liés au VSBG dans les communautés cibles

<sup>113</sup> Indicateur 5.1.1.b # de campagne de sensibilisation des communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG

<b>Tableau 10 : # de campagne de sensibilisation des communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG<sup>114</sup></b>		
<b>Semestre</b>	<b># des campagnes</b>	<b>Sujets traités</b>
<b>Janvier – Juin 2018</b>	<b>6</b>	<b>Sujets :</b> Mariage précoce, mariage forcé, nouveau code de la famille, héritage familial, enregistrement des enfants et des mariages à l'Etat civil <b>Lieu :</b> Ecoles et églises à Mikenge, à Kipombo dans le groupement Basimunyaka, à Bijombo, à Uvira centre, à Kamanyola, à Luberizi, à Mutarule, à Bwegera, à Lemera, à Kanga, à Kigoma à Mulenge, à Nyamutiri, à Kiringiye ainsi que les institutions supérieures et universitaires d'Uvira <b>Participants :</b> 899 membres de la communauté touchés dont 448 hommes et 451 femmes parmi lesquels les élèves filles et garçons des écoles secondaires, les membres des groupes de dialogues, les notables, les juges coutumiers et les leaders communautaires
<b>Juillet – Décembre 2018</b>	<b>1</b>	<b>Sujets :</b> Recommandations de l'étude CAP, droits de la femme et contre les VSBG, sensibilisation sur le mariage précoce parachevées par les vulgarisations du nouveau code de la famille <b>Lieu :</b> Villages, universités, écoles et églises <sup>115</sup> <b>Participants :</b> 772 membres de la communauté touchés dont 362 hommes/garçons et 412 femmes/filles notamment les élèves, les autorités locales et les leaders communautaires
<b>Jan – Juin 2019</b>	<b>3</b>	<b>Sujets :</b> Nouveau code de la famille, héritage des biens, partages équitables des travaux ménagers et la considération de la jeune fille sur la gestion de la chose publique <b>Lieu :</b> Institutions d'éducation et églises d'Uvira, Lemera, Kamanyola et Itombwe <b>Cibles :</b> jeunes filles, garçons et leurs parents <b>Participants :</b> 850 membres des communautés issus de différentes catégories sociales et sexe (459 femmes, 391 hommes)
<b>Juillet – Décembre 2019</b>	<b>0</b>	<b>RAS :</b> les activités de sensibilisation ont été diminuées dans les derniers mois du projet pendant la phase de sortie
<b>TOTAL actualisé : 10 ; CIBLE : 3</b>		

<b>Résultat 5.2 – Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG</b>	<b>Etat</b>
	

Les activités de sensibilisation et les campagnes menées par les femmes leaders pour leur implication dans les structures et processus la prise des décisions ont encouragé des changements des pratiques et des habitudes au sein des communautés ciblées par le projet. Les activités de sensibilisation menées par les groupes de dialogue auprès des différents membres de la communauté et toutes les couches sociales ont encouragé les hommes et les femmes dans les communautés de revoir comment ils divisent les tâches et les responsabilités au sein de leurs ménages et de la communauté. Le pourcentage des travaux ménagers partagés entre les femmes/filles et les hommes/garçons ont augmenté de 40% au début du projet à 77.2% à la fin du projet, selon les résultats de l'évaluation finale<sup>116</sup>. Quand on considère le niveau de conservatisme dans certains endroits où le projet a été mené, ce changement représente un résultat très important dans le projet. De la même façon, au début du projet, 35% des décisions sur les questions clés d'utilisation des

<sup>114</sup> Indicateur 5.1.1.b # de campagne de sensibilisation des communautés sur les droits de la femme et contre les VSBG

<sup>115</sup> Lemera, Kamanyola et Itombwe et dans des églises dans le secteur d'Itombwe, dans les chefferies plaine de la Ruzizi, chefferie de Bavira et dans la chefferie de Bafuliuru

<sup>116</sup> Indicateur 5.2.b % de travaux ménagers partagés entre les femmes/filles et les hommes/garçons

revenus dans le ménage étaient prises seulement par les hommes selon les répondants dans l'étude de base<sup>117</sup>. A la fin du projet, ce pourcentage a diminué à 24.2%. Selon les répondants à la fin du projet, 72.4% des décisions sont prises ensemble entre les femmes et les hommes et 3% sont prises seulement par les femmes. Ces changements des attitudes se sont aussi reflétés dans l'accès des femmes à la terre : à la fin du projet, 6 femmes ont acquis l'héritage ainsi que les instances étatiques de prises de décision : à Kamanyola, 56 femmes ont été nommées comme cheffes d'avenues.

### **Produit 5.2.1 – Les groupes de dialogues sont renforcés**

20 groupes de dialogue ont été mis en place et renforcés avec des formations<sup>118</sup>. Ces structures qui ont à la tête une femme sont considérées comme des lieux des discussions dans lesquels les hommes et les femmes sont appelés à discuter de leurs mal attendu par rapport au sujet genre. Il s'observe ainsi qu'au niveau de la base, les hommes et les femmes membres des groupes de dialogue attirent leurs attentions sur les différents rôles que la société attribue aux hommes et aux femmes avec comme objectif de mettre de côté la sexo spécificité. Nous avons aussi noté une augmentation des nombres des femmes membres qui participent activement dans les réunions des groupes : au début, seulement 33% des femmes ont rapporté qu'elles participant « activement », pendant qu'à la fin du projet ce pourcentage a augmenté jusqu'au 62.4%<sup>119</sup>. Les changements observés parmi les membres au sein du groupe ont été aussi réfléchi dans les communautés où ils ont mené des campagnes de sensibilisation. Parmi les activités qui ont contribué le plus à ces changements, il y avait 3 tribunes d'expression populaire organisées durant le projet<sup>120</sup>.

### **Produit 5.2.2 – Les émissions radio sur le genre sont produites et diffusées**

Le projet a utilisé des émissions radio sur le genre pour assurer que les messages de sensibilisation ont eu un impact plus large. Au total, 312 émissions ont été produites et diffusées dans tous les sites du projet<sup>121</sup>. Les émissions sur les pratiques discriminatoires, les droits de la femme ainsi que les activités spécifiques liées au genre dans le cadre du projet ont été diffusées à travers des radios communautaires comme celle de Kamanyola, Lemera ou Mijas d'Uvira. Cette activité continuelle a permis aux personnes éloignées des groupes de dialogue et non invitées aux activités réalisées par SOFAD d'avoir une connaissance sur les violences basées sur le genre et mettre en pratique les mesures préventives pour réduire cette pratique dans la société. Selon l'étude de base, 62% des membres des communautés ciblées qui rapportent que les émissions de radio ont un impact positif sur les relations de genre au niveau communautaire, comparativement au 38% au début du projet<sup>122</sup>.

### **Produit 5.2.3 – Formation des partenaires et du groupe consultatif sur les questions liées au genre et sur la programmation sensible au genre**

La proposition originelle du projet a aussi envisagé des formations pour les partenaires du consortium, pour assurer une approche plus standardisée à l'intégration du genre dans les activités des autres piliers. Cependant, pendant la restructuration du projet, il a été accordé de réallouer ces fonds pour la réalisation de certaines autres activités stratégiques et ces activités n'ont pas été réalisées. En réflexion, si le projet a eu plus des temps et s'il avait été possible d'ajouter un autre partenaire sur le pilier 5, ces formations auraient pu ajouter une valeur importante au renforcement de la sensibilité du projet au genre<sup>123</sup>.

---

<sup>117</sup> Indicateur 5.2.c % de décision sur les questions clés d'utilisation des revenus dans le ménage qui sont prises seulement par les hommes

<sup>118</sup> Indicateur 5.2.1a # de groupe de dialogue mise en place et ou redynamisés

<sup>119</sup> Indicateur 5.2.1 b % d'augmentation des femmes qui participent activement dans les réunions mensuelles des groupes de dialogue entre le début et la fin du projet

<sup>120</sup> Indicateur 5.2.1 c # de tribune d'expression populaire organisées ; La première TEP était organisée le 0/9/2018, la deuxième TEP était organisée en mai 2019 et la troisième TEP dans le semestre de juillet à décembre 2019.

<sup>121</sup> Indicateur 5.2.2 a # d'émissions radio diffusées sur le genre

<sup>122</sup> Indicateur 5.2.2 b % des membres des communautés ciblées qui rapportent que les émissions de radio ont un impact positif sur les relations de genre au niveau communautaire

<sup>123</sup> Indicateur 5.2.3 a # des staff des partenaires et du groupe consultatif formés ; Indicateur 5.2.3 b % des participants ont augmenté leur score de la connaissance de la programmation sensible au genre par 30% ou plus dans les pré-poste testes.



### **Défis et mesures de mitigation**

Le défi majeur dans cet objectif a été les barrières traditionnelles et coutumières en ce qui concerne les droits de la femme et les sujets liés aux VSGB qui existent surtout dans les milieux ruraux. Certains autorités et hommes résistent toujours à un changement ou une modification des normes traditionnelles, surtout sur les questions de paix et sécurité. Pour surmonter ce défi et donner l'espace et la confiance aux femmes pour s'exprimer auprès des leaders, il est important d'organiser des dialogues séparés pour les femmes, les formations sur le leadership pour donner confiance et les mentorats. Le projet a aussi accompagné des leaders de faire ces activités conjointement et les renforcer dans leurs responsabilités de défendre les droits des membres de leurs communautés – y compris les femmes membres communautaire. Par exemple, les tribunes d'expressions populations réalisés par SOFAD ont créé un espace favorable où les femmes membres des communautés se sont exprimées leurs avis et besoin d'être impliqués dans la prise des décisions.

### **Coordination**

SOFAD a aidé les autres partenaires du consortium à mieux intégrer le genre au sein de leurs activités – par exemple en motivant les femmes leaders à se porter candidates aux positions ou postes de prise de décision au sein des structures de dialogue (objectif 1) et de sensibilisation des groupes armés (objectif 3). SOFAD a pris le lead sur certaines activités spécifiques au sein d'autres objectifs, notamment le dialogue entre des femmes leaders organisés pendant les 6 derniers mois du projet pour analyser le plan d'action issu du dialogue et ajouter les besoins et demandes des femmes membres des communautés touchées par la violence dans les hauts plateaux. Au niveau externe, SOFAD a aussi facilité les liens entre le projet et le mouvement Rien Sans Les Femmes (RSLF) par exemples dans les activités du plaidoyer durant la deuxième année du projet en appuyant la réalisation des quelques activités du plan triennal sur le genre qui sont menées conjointement avec le Ministère du genre. Cependant il faut aussi noter que le niveau de la coordination avec les autres membres du consortium a été assez limité parce que SOFAD était le seul partenaire de l'objectif 5 et a eu des activités spécifiques dont l'exécution a tombé sous leur responsabilité.

### **Encrage institutionnel**

Les autorités à chaque niveau ont été impliquées dans la mise en œuvre des activités. Par exemple, la Division Provinciale du Genre a utilisé des résultats des TEP (tribunes d'expression populaires) pour ajuster la mise en œuvre de leur plan d'action provincial sur le genre. Les membres des groupes de dialogue représentés dans les R1324 au niveau territorial (mise en place et appuyé par le projet) ont réussi à montrer aux autorités territoriales comment les femmes sont impliquées dans la sensibilisation des groupes armés à travers les structures communautaires comme les UCS. Ces exemples ont changé la perception de certains au niveau provincial et les ont donnés des cas concrets sur comment concrètement la Résolution 1325 peut être mise en pratique au niveau communautaire. En octobre 2019, le projet a appuyé le Ministère du Genre dans la mise en place d'une plateforme formelle sur la Résolution 1325 qui est chargée du suivi de la mise en œuvre du plan d'action genre du gouvernement. C'est envisagé aussi que cette plateforme <sup>124</sup>– qui est appuyée techniquement par la Division Provinciale du Genre – va travailler avec tous les partenaires du Ministère pour assurer que tous les efforts de plaidoyer sur la Résolution 1325 sont conduits à travers une seule plateforme coordonnée.

### **Questions de genre**

Durant tout le projet, 54,9% des participants aux activités de l'objectif 5 ont été des femmes et 45,1% des hommes. Le nombre de femmes était également prépondérant dans les 20 groupes de dialogue qui étaient mis en place dans le projet (constitué de 60% des femmes et 40% des hommes<sup>125</sup>). Le projet a ciblé certaines femmes leaders à travers les différents piliers et a renforcé leurs capacités de leadership pour les rendre des modèles pour les autres femmes. Cette stratégie a bien marché, par exemple nous avons vu plusieurs femmes qui se sont présenté comme candidates chefs d'avenues dans plusieurs sites<sup>126</sup> après des campagnes de sensibilisation menées par les femmes leaders, celles membres des groupes des

<sup>124</sup> C'était à travers ce plateforme que le projet a rassemblé 125 femmes leaders, autorités membres de la société civile (dont 85 femmes et 40 hommes) pour faire une analyse genre du plan d'action du dialogue intercommunautaire et élaborer des plans opérationnels en spécifiant le rôle des femmes dans la mise en œuvre de chaque recommandation.

<sup>125</sup> 240 femmes et 160 hommes

<sup>126</sup> Surtout Kamanyola, Lemera, Kigoma et Bwegera

dialogues et d'autres qui étaient directement impliquées dans les activités durant tout le projet. Le projet a aussi impliqué beaucoup d'hommes dans la communauté – par exemple à travers les groupes de dialogues, dans les campagnes de sensibilisation avec les leaders (souvent des hommes), et les TEPs - pour créer un environnement favorable pour la réduction des VSBG. Cela a donné la confiance aux femmes, car elles ont commencé à s'exprimer librement sur les cas des VSBG en dégageant les causes et les moyens d'en faire face.

#### **Leçons apprises**

L'objectif 5 du projet a connu un changement de stratégie au cours du projet. Lors des discussions avec le Secrétariat Technique suite à une visite de suivi en novembre 2018, le projet a changé certaines activités autour de la sensibilisation au niveau local pour avoir un impact plus « stratégique ». Les résultats du projet montrent que le travail à plusieurs niveaux est important. Le travail holistique – comme l'approche utilisée par SOFAD, qui a travaillé avec ces structures (les autorités coutumières et officielles, les hommes, les parents et les autres personnes influentes dans la communauté). Le travail avec le Ministre Provincial du Genre sur le nouveau plan du genre était une opportunité de monter les leçons et défis au niveau de la communauté et d'appuyer les autorités territoriales pour leur permettre de bien jouer leur rôle notamment le suivi des engagements au niveau communautaire. Cependant, une grande leçon apprise est l'importance d'avoir suffisamment du temps pour effectuer ces changements (le nouveau plan provincial a été publié début 2019, pendant les derniers mois des activités du projet) et d'avoir suffisamment des ressources (notamment plusieurs partenaires) sur le volet pour être capable de travailler aux différents niveaux de façon parallèle.

#### **Histoires de succès**

Agata Anonciata (30 ans) : « J'habite dans le village Taboya habités majoritairement par les pygmésés situé à 1 km de la cité de Kamanyola. Les habitants sont généralement pauvres et analphabètes, les Bantus nous considèrent comme des primitifs. Quand les bornes fontaines des villages Bantus tarissent, ils viennent solliciter l'eau, d'habitude nous les chassons pour nous venger. J'ai eu la chance de représenter ma communauté dans un groupe de dialogue mis en place par L'ONG SOFAD où on traite de la participation de la femme dans la stabilisation. Cela a été une surprise pour moi de voir les membres des autres communautés débattre avec un pygmée, ceci a renforcé la confiance en moi. Au mois d'août 2018 lors de la campagne de sensibilisation sur les droits de la femme je me suis présentée candidate ; séance tenante l'autorité locale m'a nommé chef d'avenue Rukenge<sup>1</sup>. Ma nomination a été bien accueillie dans ma communauté, ce qui a permis aux membres d'autres communautés d'accéder désormais en cas de besoin à l'eau toujours disponible à notre borne fontaine. Les membres de ma communauté comprennent petit à petit que nous pouvons cohabiter et vivre en paix sans complexe avec les autres communautés».

## PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

### **2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?**

*Max 300 mots*

Le projet a contribué à une stabilisation de la Plaine de la Ruzizi et a fortement renforcé les rapports entre les communautés et les autorités autour des questions de gouvernance et paix. La perception négative des communautés au début du projet par rapport aux efforts de stabilisation a cédé la place à une forte engagement populaire aux différentes activités du projet.

Sous Obj 1, malgré le renouvellement des affrontements dans les hauts plateaux, le projet a contribué à un renforcement des rapports de confiance entre les communautés divisées montré par des exemples de soutien et d'appui d'une communauté à l'autre pendant la période de conflit.

Sous Obj 2, il y a une réduction importante des conflits liés à la terre dans la Plaine 93.6% des personnes rapportent à la fin du projet d'avoir accès à la terre et aux ressources naturelles, et les nombres des conflits agri-éleveurs ont diminué sensiblement.

Sous Obj 3, la confiance des communautés dans les services sécuritaires a aussi augmenté malgré le renouvellement des affrontements dans la zone, de 0 au début du projet jusqu'au 36.5% selon le scorecard sécuritaire.

Sous Obj 4, le projet a apporté une contribution importante aux préventions des jeunes a de joindre des groupes armés, surtout dans la Plaine en particulière ou les 44 jeunes impliqués dans le projet ont refusé de s'impliquer dans les actes de division et ont inspiré l'autocréation de 5 nouvelles AVECs des autres membres de la communauté en dehors du projet.

Sous Obj 5, on observe aussi l'émergence d'un groupe de plus de 60 femmes leaders appuyé par le projet qui occupent des positions de décision aujourd'hui et qui s'impliquent dans les questions de la gouvernance, de la sécurité et de la paix.

### **2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train de influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?**

*Max 300 mots*

Le recommencement du conflit en septembre 2019 a dépassé ce que le projet était capable d'influencer - ça concerne les dynamiques régionales avec des alliances entre les groupes locaux et des groupes étrangères et avec des liens aux acteurs politiques et économiques qui utilise la déstabilisation de la zone afin de maximiser leur pouvoir personnel.

Cependant, le projet a tiré l'attention des autorités des hauts niveaux, surtout le Première Ministre, le Ministre de la Défense, et la Présidence<sup>127</sup> sur l'insécurité dans les hauts plateaux et l'importance des actions immédiates. Le projet a amené les demandes des communautés, dans lequel 75% des personnes sondés ont confirmé d'avoir participé, auprès les autorités clés et d'obtenir leur engagement de les mettre en œuvre. Quelques leaders ont déjà négocié des compromis (par exemple dans le cas des Mwamis de Bavira et Banyindu a Bijombo cités sous objectif 1). Malgré le déplacement massif des communautés dans

<sup>127</sup> Dans le mois d'Avril 2020 le GPSSK a été consultés par le Président à travers le conseiller en charge de la question sociale sur la calamité d'Uvira et ils ont donné leurs contribution et proposition par rapport à l'aide que le Gouvernement pourra offrir.

la zone, il y a des histoires de succès qui montrent comment les communautés fuient ensemble et se protègent contre les attaques des groupes armés. Le travail de bas en haut et de haut en bas, même si ça prend du temps, est la bonne stratégie pour impliquer toutes les parties prenantes et a permis le projet a contribué à renforcer ces 2 courants d'engagement ; le projet était limité par sa durée très courte mais a préparé la base pour de nouveaux dialogues (sur des sujets spécifiques) qui peuvent être très conflictuels et ne peuvent avoir lieu que lorsque l'environnement politique est mûr. Aujourd'hui on observe un fort engagement du gouvernement au niveau provincial et national à travers le processus de dialogue chapeauté par le Mécanisme National du Suivi, qui a essayé d'apprendre les leçons du projet Tujenge et prendre comme base le plan d'action issu du dialogue intercommunautaire. Si le processus réussit de débloquent les obstacles liés aux dynamiques intracommunautaires, et d'aborder l'aspect régional, le chemin pour les négociations entre les acteurs clés du conflit et la mise en œuvre du plan d'action sera réouvert.

### **PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION**

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.*

*Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.*

*Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

*Par exemple: si il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu'un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.*

*Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des catégories GMS et à fin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.*

*Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.*

#### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*En cochant la case dans le tableau à côté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues :*

Etat		
X		

**Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement (max 150 mots).**

N'est pas applicable – les dépenses sont verts

#### **3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit<sup>128</sup>.**

*Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.*

#### **3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

<sup>128</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

**Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (max 300 mots):**

En général - et étant donnée la pression sous laquelle le projet a été mené - la coordination entre le consortium a bien marché, même si les choses peuvent toujours être améliorées. Le fait que plusieurs partenaires ont déjà travaillé ensemble a facilité une communication fluide, surtout entre les partenaires d'objectif 1, 3, et 4 où il y avait des réunions intra-pilier régulières et où les grandes initiatives ont été menées ensemble. Cependant, comme la période de mise en œuvre était très courte, il n'y avait pas beaucoup de temps de réfléchir sur comment les stratégies de mise en œuvre peuvent être renforcées.

Le projet a aussi fait un effort de coordonner avec des autres intervenants dans la zone ou qui travaillent sur le même thème. En dehors des réunions de coordination organisées par le Ministère du Plan, le projet a eu plusieurs conversations au début sur la coordination avec le projet Maji ya Amani, notamment autour des activités à Luberizi. Il a été décidé que le projet Tujenge ne va pas mettre en œuvre des activités liées à la foncière et la gouvernance sécuritaire à Luberizi pour harmoniser avec l'approche Maji ya Amani. Nous avons collaboré avec ces autres acteurs quand ils ont eu besoin de notre appui – par exemple on a engagé avec des jeunes à Luberizi au début du projet et participé dans une délégation avec le Ministère du Plan en février 2020 pour dégager des blocages de mise en œuvre du projet Maji ya Amani avec les jeunes. Nous avons collaboré aussi avec MSF à Bijombo et à Mikenge, en les mettant en contact avec le comité de suivi pour sécuriser leur accès pendant des périodes de crise pendant les deux années passées.

Le projet a profité d'un fort engagement du gouvernement congolais – malgré beaucoup des changements des personnalités au cours du projet. L'implication des chefs des groupements et chefferies dans les structures et l'élaboration des initiatives ont renforcé leur engagement aux changements visés par le projet. L'Administrateur de Territoire et le Maire se sont fortement impliqués, surtout – mais pas seulement – dans les activités économiques à Kala, avec un appui du Cadre d'échange. Au niveau provincial, avec l'appui de STAREC qui a fait les visites de suivi régulières, les deux Ministères de Plans qui ont retenu le poste au cours du projet, ont aidé le projet à plusieurs reprises de débloquer les obstacles politiques et l'élaborer des stratégies sensibles aux dynamiques.

L'accompagnement apporté par l'UAS était plus difficile. Au début il y avait un accompagnement technique proche du projet qui a nous aidé de reformuler certaines stratégies et renforcer des résultats. Ça a changé au cours de l'année 2, où le projet n'a pas senti cet accompagnement qui était dû à des événements difficiles et tragiques avec la mort subite du numéro un de la SSU Sud-Kivu et le départ du numéro deux alors qu'il y avait également des absences et des changements au niveau du HQ. Les remplaçants ont pris un certain temps et pendant ce vide de SSU Sud-Kivu, le projet n'a pas nécessairement ressenti le soutien politique du bureau de la Monusco à Bukavu. La décision en septembre 2019 de suspendre l'appui pour la mission de restitution à Kinshasa – parmi les activités les plus importantes du projet – était difficile à comprendre et a peut-être limité l'impact possible de cette activité clé. Cela a été couplé avec le remplacement de la coordinatrice STAREC pour le Sud-Kivu d'un jour à l'autre, ce qui a été difficile pour le projet car elle était avec nous depuis le début. C'était aussi elle qui avait préparé la mission à Kinshasa pour la rencontre avec le Comité de Suivi. Vers la fin du projet, avec le retour de l'officier de coordination de SSU, le SSU HQ renforcé et la nouvelle personne qui a été nommée pour le rôle de coordination STAREC Sud-Kivu, le soutien politique et aussi technique est redevenu plus fort, ce qui fait une grande différence dans ce type de projets. De plus, pour le bon fonctionnement du Secrétariat Technique, il est essentiel qu'il n'y ait pas d'intérêts concurrents au sein de la Monusco qui pourraient affaiblir SSU et que STAREC a le soutien financier et politique du gouvernement.

## PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

### Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
<b>PARTIE 1 – LES PROGRES</b>			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
4	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		

	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
5	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées		
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité		
	L'état d'avancement du projet est comme prévu		
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente		
<b>PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT</b>			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).		
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).		
<b>PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION</b>			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés		
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget		
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.		
<b>NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT</b>			
<b>Commentaires généraux</b>			



**ANNEXES – CADRE LOGIQUE**

(Prière de annexer le file excel)

**Notes sur le cadre logique (si nécessaire).**

*A compléter par le partenaire.*